

bimensuel

n° 21

2 Février 1978

5 f/F. 35 f/B. 3 f/S.

INPRECOR

INTERCONTINENTAL PRESS

PORTUGAL

*Soarès revient :
pour former un gouvernement
de coalition PS - CDS !*



INPRECOR

INTERCONTINENTAL PRESS

bimensuel
n° 21
2 Février 1978
5 f/F. 35 f/B. 3 f/S.

Abonnement

1 an (25 numéros)
100 FF, 50 FS, 700 FB, 20 dollars Can.
Par avion, USA et Canada :
30 dollars par an.
Pour les autres pays écrire à la
rédaction
Versement : libeller les chèques au
nom de Pascal Henri et les envoyer à
« Inprecor ».

NOM
PRENOM
ADRESSE
.....
.....
PAYS

Découper ce bulletin et le retourner à « Inprecor » accompagné d'un chèque.
Boîte postale 57, 93101 Montreuil Cedex France.

Sommaire

page 3 PORTUGAL
Soares revient pour former un gouvernement PS-CDS
Francisco Louça

page 7 TCHECOSLOVAQUIE
Faire reculer la bureaucratie
Hector Sandor

page 12 FEMMES
Les femmes au travail et au chômage
Jacqueline Heinen

page 17 DOCUMENT
L'initiative de Sadate et ses conséquences
dans la région arabe et au Liban
GCR du Liban

page 21 AFRIQUE
Tensions dans la corne de l'Afrique
I. "Le socialisme en uniforme" ?
Ernest Harsch

page 27 INDOCHINE
Un conflit plus politique que frontalier
Pierre Rousset

Photo de couverture :
Freitas do Amaral, président du CDS, et Mario Soares,
secrétaire général du PS, signent l'accord de gouver-
nement, le 19 janvier 1978 à Lisbonne.

Inprecor, Boîte postale 57, 93 101 Montreuil Cedex France
Directeur de publication : Jean-François Godchau, imprimé par Rotographie (Montreuil).
Les articles signés ne représentent pas obligatoirement le point de vue de la rédaction. Les articles non signés reflètent les propositions du secrétariat unifié de la IV^e Internationale.

Soares revient pour former un gouvernement de coalition PS-CDS

Pourquoi le PS est-il allé jusqu'à s'allier avec un parti dont l'histoire, le personnel dirigeant, la clientèle symbolisent tant la nostalgie de la dictature renversée le 25 avril 1974 ?

Seize mois après sa formation, le premier gouvernement constitutionnel de Mario Soares est tombé, mis en minorité sur la motion de confiance qu'il avait présentée à l'Assemblée de la République, le 8 décembre. Le 19 janvier 1978, Mario Soares, à nouveau désigné comme premier ministre par le président Eanes, annonçait l'accord conclu entre le Parti socialiste et le Centre démocratique et social pour la constitution d'un "gouvernement à base socialiste comprenant des personnalités indépendantes y siégeant avec l'approbation de leur parti".

Derrière ces contorsions verbales se cache (très mal) la triste réalité : la "ligne Soares", que la social-démocratie européenne a tant de fois portée au pinacle, vient d'aboutir à la formation d'un gouvernement de coalition PS-CDS.

Mario Soares est tombé, victime de son incapacité à satisfaire les exigences de la bourgeoisie portugaise et de son discrédit parmi les travailleurs. Il revient au pouvoir, cette fois flanqué de Freitas do Amaral, l'ancien conseiller du dictateur Marcelo Caetano (le successeur de Salazar), dans un contexte de crise économique toujours aussi grave et de tension politique exacerbée par sa dernière manœuvre. Cet aller et retour crée une nouvelle situation politique dont il convient de bien cerner les contours.

Dès la chute du gouvernement, le général Eanes, assumant ses pouvoirs présidentiels, commença ses conversations avec tous les partis représentés au Parlement, en vue de la formation d'un gouvernement "dont la composition devrait refléter l'engagement politique des forces que leur base programmatique qualifie comme responsables". Dans le langage de la crise politique portugaise, le président de la République, exigeant que le gouvernement dispose d'une majorité parlementaire stable sans le Parti communiste, faisait clairement savoir au PS qu'il devait désormais s'associer avec un parti de droite.

Mario Soares, secrétaire général du PS désigné comme premier ministre pour mettre en œuvre cette combinaison, trouva l'appui quasi unanime des grandes formations politiques. Après que le Conseil de la Révolution eut vivement recommandé ce choix, le CDS et le PCP l'applaudirent. Soares savourait modestement sa revanche : "Ma désignation n'a pas de sens, étant donné que je viens d'être renversé. C'est un peu ridicule de faire tomber un gouvernement pour le nommer à nouveau ensuite".

Mario Soares fut renversé parce que sa politique a échoué. Mario Soares est chargé de former le nouveau gouvernement parce que sa présence et celle de son parti sont encore nécessaires pour faire passer la récupération capitaliste sans recourir à de nouvelles élections qui, dans l'état actuel des choses, confirmeraient, selon toute probabilité, la majorité parlementaire des partis ouvriers.

Mais il ne sera pas Premier ministre du même gouvernement ni responsable de la même politique. Le Fonds monétaire international et l'impérialisme, Eanes et l'armée, la bourgeoisie et ses partis exigent que ça change.

Le chassé croisé du PSD et du CDS

"Il n'existe pas de difficultés insurmontables pour établir un accord politique susceptible de jouir d'un soutien majoritaire, stable et cohérent à l'Assemblée de la République", mais il reste encore à définir "le cadre de cet accord politique quant aux modalités de traduction des responsabilités des partis dans la formule gouvernementale"; c'est ainsi qu'Eanes rendait compte, à la fin décembre, du progrès des négociations en cours sous sa houlette depuis trois semaines.

Cependant, les difficultés rencontrées dans les discussions sur la plate-forme "entre partis politiques et partenaires sociaux", devaient vite démentir l'optimisme présidentiel. Pour commencer, le Parti social-démocrate (PSD), le principal parti bourgeois portugais, se refusa à entendre parler d'une quelconque plate-forme avant la conclusion d'un accord ferme sur la composition de l'équipe gouvernementale.

Le CDS, qui avait initialement demandé la dissolution du Parlement et la convocation d'élections législatives dans un délai maximum de trois mois, lui emboîta le pas et rejeta la perspective d'un compromis quadripartite incluant le PCP.

C'était donc l'impasse. Mais la date limite fixée par le général-président s'approchait, avec la menace d'un gouvernement formé par ses soins et mettant sur la touche les trac-tations parlementaires de Mario Soares, Freitas do Amaral et Sa Carneiro.

Le 15 novembre 1977, dans son memorandum proposé à l'ac-ceptation des partis, le secrétaire général du PS disait déjà cyniquement : "Dans les circonstances actuelles, l'alternati-ve immédiate à laquelle nous sommes confrontés se réduit au choix suivant : ou bien l'obtention d'un appui financier international par l'intermédiaire d'un ou de plusieurs em-prunts, ou bien la dilapidation totale des réserves d'or qui nous restent." Il était urgent de mettre en place un nouveau gouvernement pour s'attaquer à ces problèmes que Soares n'avait pas pu résoudre.

Mais alors, quelle pouvait bien être la solution ? L'organi-sation d'élections anticipées fut rejetée par Soares ("Elles constitueraient un risque terrible pour le pays, car elles impliqueraient la paralysie de la vie nationale pendant plu-sieurs semaines"), par Eanes, par le PCP et en fin de compte, après quelques tergiversations, par le PSD et le CDS. Il fal-lait donc, à tout prix, former une coalition; telle fut la conclusion d'Eanes. Il se chargea de le faire savoir aux prin-cipaux intéressés.

Dans la seconde quinzaine de décembre, les positions com-mencèrent à se modifier. Soupesant les avantages d'une par-ticipation gouvernementale par rapport aux dangers de la crise sociale, le CDS déclara qu'il acceptait de constituer un gouvernement avec le PS, sous la présidence de Mario Soares. Le PSD publia immédiatement un communiqué an-nonçant la rupture de ses "accords de consultation mutuelle" avec le CDS ("la convergence démocratique"). Il accusait la formation dirigée par Freitas do Amaral de préférer "être au gouvernement une journée que d'être dans l'opposition pendant quelque temps."

A nouveau, les deux grands partis bourgeois portugais pren-ent des chemins séparés, opérant un chassé-croisé soudain par rapport à leur tactique antérieure. Le CDS, seul parti à avoir voté contre la Constitution rédigée en grande partie par la direction du PS, participera au gouvernement avec ce dernier, après avoir été le chef de file de ses adversaires réactionnaires. Le PSD, lui, dont les députés avaient soutenu les propositions du PS sur la politique économique et finan-cière, sera dans l'opposition.

Les conditions de Washington et de Bonn

Pourquoi le PS, dont l'influence et l'électorat ouvriers et populaires sont encore grands, est-il allé jusqu'à s'allier avec un parti dont l'histoire, le personnel dirigeant, la clientèle symbolisent tant la nostalgie de la dictature ren-versée le 25 avril 1974 ?

Cette "unité des contraires" résulte d'abord de la pression de l'impérialisme. Depuis le rapport de l'OCDE, en 1975, qui suggérait la formation d'un gouvernement PS-PPD (l'ancienne dénomination du PSD), la politique constante de l'impéria-lisme a été d'appuyer très modérément le gouvernement du PS en lui tenant économiquement la tête tout juste au-dessus de l'eau, mais pas plus. L'impérialisme - américain et alle-mand notamment - a toujours exigé de lui qu'il se soumette à ses conditions, au premier rang desquelles figurait la né-cessité d'une alliance avec les partis bourgeois pour faire dé-finitivement pièce à une combativité ouvrière que le 25 no-vembre 1975 a ralentie mais certainement pas supprimée. La survie économique du gouvernement dépend, hier comme au-jourd'hui, des crédits que Washington et Bonn lui dispensent chaque mois, goutte à goutte.

Juste avant la fausse sortie de Soares, Medina Carreira, son ministre des Finances, assurait que, faute de crédits impor-tants, le gouvernement devrait déposer son bilan avant trois mois. C'était en octobre... Les conditions de l'impérialisme étaient claires : face à l'incapacité de Soares d'utiliser son audience dans les classes laborieuses pour ramener ces der-nières à l'acceptation d'une brutale politique d'austérité, seuls les partis bourgeois - ou, à défaut, l'un d'entre eux - peuvent se porter garants de l'utilisation économique et po-litique des crédits impérialistes.

Soares a bien reçu le message. Au cours des mois de juillet, août et septembre 1977, il a désespérément cherché un ac-cord avec le PSD. Sa Carneiro devait le coiffer au poteau par un coup de théâtre renversant la majorité de la direction du PSD qui s'était montrée éhclirée à cette collaboration. Il ne lui restait plus qu'à se tourner vers le CDS.

Pour ce faire, le PS a dû accepter les exigences de la bour-geoisie - internationale et portugaise. Vasco de Mello, membre du CDS et l'un des grands patrons du pays, s'est chargé de les expliciter en demandant, au nom de la Confé-dération de l'industrie portugaise, que soient abrogés tous les décrets de l'ancien gouvernement faisant des concessions aux conquêtes des travailleurs et que soit instituée une totale liberté pour les licenciements individuels ou collectifs. Abandonnant, pour l'instant, la revendication d'un gouver-nement à égalité stricte de postes entre le PS, le PSD et le CDS, celui-ci demandait qu'on lui attribue quatre ministères-clé, dont ceux des Affaires étrangères et de l'Industrie.

La « bonne volonté » du PCP

Les négociations pour la formation de ce gouvernement de coalition se sont déroulées dans un contexte de relatif calme social. Le PCP s'était chargé de faire taire le mouvement syndical, qu'il domine largement, en attendant la conclu-sion des pourparlers dans lesquels il était aussi engagé.

"Nous n'avons pas d'exigences, nous n'avons que notre bon-ne volonté", déclarait Alvaro Cunhal, le secrétaire général du PCP.

Son parti avait commencé par quémander sa participation au gouvernement, sous le camouflage d'un "indépendant" de son choix; sa "bonne volonté" devait rapidement le conduire à accepter de ne pas faire formellement partie de la nouvelle équipe tout en y étant lié par un accord programmatique avec le PS.

En novembre dernier, le PCP avait déjà été le seul parti à donner son approbation (comme "base de discussion") au memorandum présenté par Mario Soares. Dans le droit fil de cette orientation, les dirigeants staliniens n'hésitaient pas à faire preuve de "souplesse". "Il est aussi dangereux de ne pas être au gouvernement que d'y être", disait Cunhal. "Si le nouveau gouvernement Soares correspond à une alliance avec la droite, nous serons contre; mais s'il s'avérait qu'il est l'expression d'une ou de plusieurs plates-formes, alors nous le considérerons comme une formule qui peut contribuer à résoudre la situation", répétait Carlos Costa, le président du groupe parlementaire du PCP.

En fin de compte et jusqu'au dernier moment, la direction du PCP s'est montrée disposée à accepter la nouvelle formule gouvernementale mijotée par Soares. Le parti d'Alvaro Cunhal ne demandait qu'une chose : que le PS veuille bien signer avec lui une plate-forme écrite suffisamment vague et générale pour lui permettre de couvrir sa capitulation devant ses militants et les travailleurs qui lui font confiance.

Sous la pression du CDS et sous les injonctions des mandataires de son nouvel allié, la direction du PS n'a même pas voulu inscrire sur un morceau de papier quelques formules creuses sur "la défense des conquêtes d'Avril". A la mi-janvier, les pourparlers entre la direction du PS et celle du PCP étaient rompus. Mais cette dernière aura fait preuve de "bonne volonté" jusqu'au bout. Le 14 janvier, lors du grand meeting convoqué par le PCP à Lisbonne, Alvaro Cunhal expliquait : "Un accord entre le PS et le PCP était très avancé. Sur les questions générales et sur les questions en discussion, nous étions déjà parvenus à un accord commun. Il ne restait que deux ou trois petits points à régler et l'accord aurait été conclu."

La division politique de la droite

Les négociations puis la conclusion de l'alliance entre le PS et le CDS ont eu pour première conséquence de faire voler en éclats la "convergence démocratique" établie en mai dernier par le CDS et le PSD. Pour le parti de Sa Carneiro, cette rupture n'était que l'aboutissement d'une évolution commencée cet été.

En juillet 1977, lors de la discussion du projet de loi sur - ou plutôt contre - la réforme agraire présenté par le ministre de l'Agriculture Antonio Barreto, la direction du PSD se divisa. La majorité prit position en faveur du soutien à la loi Barreto, tandis qu'une minorité, dirigée par le président du parti - Sa Carneiro - préconisa l'abstention. Plus tard, ce dernier devait provoquer une crise ouverte du PSD en démissionnant de son poste. En novembre, Sa Carneiro reprenait le contrôle de la direction par l'intermédiaire de l'un de ses hommes-lige, Sousa Franco.

Cette division reflétait bien le débat stratégique qui partage les politiciens de la bourgeoisie : ou bien maintenir la ligne de collaboration de classe, à travers un appui ou une participation au gouvernement de Soares, afin d'épuiser la combativité du mouvement ouvrier par l'application d'un pacte social; ou bien, au contraire, opter pour une confrontation sociale plus immédiate provoquée par l'imposition brutale d'une politique d'austérité sans nuances, élaborée et menée directement par les partis bourgeois avec le soutien de l'impérialisme. La base du PSD, essentiellement recrutée parmi les caciques locaux qui lancèrent les campagnes et les agressions anticommunistes de l'été et de l'automne 1975, fit pencher la balance de ce côté-ci en faveur de Sa Carneiro.

Le président du PSD commit toutefois l'erreur de prendre ses distances avec Eanes, jugé trop manœuvrier pour l'application résolue de cette orientation. Les notables du PSD, emmenés par Sa Carneiro, organisèrent même la promotion du commandant de la région militaire du Nord de l'époque (il fut peu après relevé de ses fonctions par Eanes) : le colonel Pires Veloso, connu pour ses sympathies d'extrême-droite. L'affaire tourna court car Eanes, malgré toutes ses faiblesses, demeure pour l'instant le seul recours possible de la bourgeoisie en raison de ses fonctions présidentielles et militaires.

Mais les deux options continuent à être discutées dans les rangs de la bourgeoisie. Autour d'elles s'opère une recombinaison de la droite portugaise, dont les secteurs les plus réactionnaires relèvent maintenant la tête et tentent d'occuper la rue par des manifestations provocatrices. La décision prise par le CDS de participer à un gouvernement de coalition avec le PS, s'insère également dans ce contexte. Doublié sur sa droite par le PSD, le CDS cherche à s'assurer un espace politique propre.

La clientèle électorale des deux partis de la bourgeoisie portugaise n'est en effet pas fondamentalement différente. C'est la masse de ces petits propriétaires terriens du nord du Tage, regroupés dans la Confédération des agriculteurs portugais (CAP) et qui chassaient, en août 1975, leur peur de la réforme agraire à coups de casse-têtes, du côté de Rio Maior. C'est la multitude des fonctionnaires et des anciens dignitaires qui ont prospéré, 45 années durant, à l'ombre de "l'Etat nouveau" de Salazar et de Caetano et qui, pour beaucoup, enragent d'avoir perdu leurs gras privilèges dans les colonies africaines.

C'est tous ces petits entrepreneurs paternalistes et féroces qui, après le 25 avril 1974, découvraient d'un seul coup que la classe ouvrière existait et qu'elle voulait changer la base du monde. Ce sont aussi ces masses arriérées du Nord, encore analphabètes et abruties de misère, mais toujours incrustées du catholicisme le plus obscurantiste et que le prêche fanatique de l'évêque de Braga jetait à l'assaut des locaux du PCP et des organisations d'extrême-gauche, pendant l'été chaud de 1975. Le tout encadré par les réseaux multiples des agents de l'ex-PIDE - la sanglante police de la dictature -, des notables et des caciques, relayés dans les villes par une petite bourgeoisie déboussolée par la révolution.

Le PSD a pris le parti de s'appuyer ouvertement sur cette base sociale réactionnaire pour précipiter une épreuve de force et en finir avec les solutions de compromis. Pour lui, il n'est plus question de gouvernement PS-PSD ou PS-PSD-CDS.

Quant au parti de Freitas do Amaral, qui diffère de celui de Sa Carneiro par son intime liaison avec les secteurs en pointe du capital financier rassemblés dans la Confédération des industriels portugais (CIP), il tente de se présenter comme le parti bourgeois qui fera céder et tomber Soares.

Mais le pari est risqué. Electoralement, PSD et CDS ensemble n'ont jamais pu atteindre la barre des 40 %. Leur séparation actuelle retarde la solution de la crise de direction politique de la bourgeoisie et affaiblit donc d'autant les possibilités du CDS de jouer le rôle de gérant lucide des intérêts du capitalisme portugais et de l'impérialisme au sein d'un gouvernement qui possède déjà tous les attributs de l'impuissance et de l'instabilité.

Le frein des directions ouvrières

Le Parti socialiste avait regagné un peu de terrain en retrouvant son langage antifasciste au moment de la discussion parlementaire sur la motion de confiance au gouvernement Soares. Cela ne pouvait cependant pas lui permettre de reconquérir son implantation dans le mouvement syndical. La politique antipopulaire du gouvernement, la corruption qui règne dans les hautes sphères de l'Etat-PS, les huit démissions successives qui ont affaibli la crédibilité de l'équipe gouvernementale de Soares et, enfin, la scission de la gauche socialiste dirigée par Lopes Cardoso ont durablement ébréché la force organisée du PS dans la classe ouvrière.

Le PS a perdu le contrôle de pratiquement toutes les directions syndicales qui lui étaient acquises, soit parce qu'il a été battu dans les élections pour le renouvellement de ces directions, soit parce qu'elles sont maintenant composées de militants qui ont quitté ses rangs pour rejoindre la "Fraternité ouvrière" de Lopes Cardoso.

Mais l'influence du PS parmi les travailleurs reste grande. Leur combativité continue à s'y refléter, comme en témoigne l'apparition récente d'un nouveau courant critique vis-à-vis de la direction, de ses derniers décrets gouvernementaux anti-ouvriers et des mesures d'austérité qu'elle a promulguées avant d'être mise en minorité à l'Assemblée de la République. Ce courant regroupe des dirigeants et des militants syndicalistes qui se prononcent pour un travail dans la Confédération générale des travailleurs portugais (CGTP), la centrale largement majoritaire, et contre toute entreprise de division syndicale. Cette dernière reste en faveur chez les membres les plus à droite de l'appareil social-démocrate. L'ancien ministre du Travail, Maldonado Gonelha, promoteur d'un projet de centrale syndicale parallèle à la CGTP, vient de nouveau d'enfourcher son cheval favori en lançant l'idée d'une Fédération nationale des syndicats de service : autre nom pour un même but réalisé sans doute avec le même succès.

La scission de gauche du PS, regroupée dans l'association "Fraternité ouvrière", a appelé à la convocation d'une "Convention de la gauche démocratique et socialiste" en vue de fonder une "Union de la gauche démocratique et socialiste". Impulsé par 19 ex-membres de la Commission nationale du PS, 8 anciens députés à l'Assemblée constituante et 3 députés à l'Assemblée de la République, ce "mouvement politique" - selon sa propre définition - n'a pas connu de croissance significative au cours de la dernière période. Ses animateurs espèrent la participation de 1000 à 2000 militants lors de leur prochaine convention. Ce chiffre est peu élevé, comparé aux 25 % de votes que la gauche avait réunis pour le dernier congrès du PS.

Cette différence dans l'affirmation externe de la "Fraternité ouvrière" est sans doute le reflet de la politique hésitante, réformiste de gauche, suivie par ses dirigeants depuis leur rupture avec le parti de Mario Soares. Dans le domaine syndical, en particulier, ceux-ci ne font rien pour se différencier de la politique suivie par la fraction du PCP dans la CGTP. Par exemple, Kalidas Barreto, dirigeant de la "Fraternité ouvrière" et secrétaire de la centrale syndicale nationale, ne tranche guère par ses propos ou ses initiatives sur les bureaucrates staliniens et leur version d'une austérité "démocratique". La gauche socialiste n'a fait aucun pas concret dans le sens du regroupement d'un courant syndical luttant pour l'instauration d'un fonctionnement démocratique dans les organisations de masse de la classe ouvrière et combattant pour une solution ouvrière à la crise du capitalisme portugais. Ainsi, elle est restée particulièrement silencieuse au cours des dernières semaines de débat politique intense dans le pays.

En s'alignant plus ou moins sur la ligne actuelle du PCP, la "Fraternité ouvrière" (ou la future "Union de la gauche démocratique et socialiste") risque fort de gaspiller les importantes potentialités qu'elle représentait par rapport à la crise désormais chronique du PS.

Mais c'est dans le PCP qu'il faut chercher l'élément déterminant qui freine l'expression politique de la combativité des travailleurs.

Dans l'espoir de passer un accord avec le PS, la direction du PCP a tout fait pour maintenir le calme social à la suite des énormes manifestations des 18 et 19 novembre dernier, dirigées contre les mesures anti-ouvrières du gouvernement Soares. La plupart des luttes ont été isolées, découragées, démoralisées par les soins des collègues de Cunhal. "Bonne volonté" oblige, ils ont fait un pas de plus.

L'histoire se passe aux chantiers navals de la Setenave, l'une des plus grosses entreprises du pays (dont l'administration vient d'être reprise en main, grâce à l'obligeance de Soares, par ses anciens propriétaires capitalistes, la famille des Mello). Une assemblée générale des travailleurs y est convoquée. La direction de la section du PCP de la Setenave propose l'adoption d'une résolution en faveur de la suppression des primes et de la réduction généralisée des salaires, tout ça pour "sauver l'entreprise". Cette illustration concrète de la

collaboration de classe préconisée par les staliniens provoqua une véritable explosion de colère de la part des travailleurs. Les cartes déchirées du PCP furent tellement nombreuses que les bureaucrates jugèrent plus sage de procéder à une auto-critique, afin de tenter de récupérer quelque influence.

L'histoire est significative de la contradiction dans laquelle se trouve la direction du PCP. Le fait qu'elle ne soit pas parvenue à signer une plate-forme commune avec le PS la place dans une position encore plus délicate. Avec la présence du CDS en son sein, le nouveau gouvernement de coalition ne peut même plus poser au "seul gouvernement de gauche possible", comme aimait à le claironner Soares. Dès avant son entrée en fonction, il jouit déjà de la haine justifiée de larges secteurs du prolétariat des villes et des campagnes, y compris ceux qui sont influencés par le PS. Les illusions

envers les discours du précédent gouvernement et la crainte de servir la droite en se battant contre lui, ne pourront plus entraver les travailleurs, et la direction du PCP ne pourra plus s'appuyer sur elles pour répéter à satiété : il faut savoir jusqu'où ne pas aller trop loin.

La prise en charge par de nombreux syndicats de l'exigence d'une journée nationale de grève générale pour défendre les revendications et les conquêtes des travailleurs, l'écho rencontré dans les rangs socialistes et communistes par le mot d'ordre de gouvernement du PS et du PCP pour appliquer une solution ouvrière à la crise actuelle, voilà des signes de cette disposition des travailleurs au combat contre le nouveau gouvernement, ceux qu'il sert et ceux qui voudraient le servir.

TCHÉCOSLOVAQUIE

Hector SANDOR

Faire reculer la bureaucratie

**Dix ans après le «printemps de Prague»,
le licenciement pour délit d'opinion politique
est l'arme préférée de la bureaucratie**

Le mouvement ouvrier doit trouver une riposte adéquate

En URSS, mais aussi en Bulgarie, en Roumanie, en RDA, les opposants sont déclarés fous. Ce qui présente pour la bureaucratie les mêmes avantages que par le passé où on les déclarait criminels : on peut les enfermer et il n'y a pas à discuter de leurs idées. Jadis, il fallait trouver des juges et des avocats véreux pour jouer la comédie, aujourd'hui, il suffit de trouver les "médecins" correspondants. Mais l'avantage supplémentaire est que pour les procès d'antan, il fallait de plus la "collaboration" de l'inculpé, chose actuellement de plus en plus difficile; dans les années 30 en URSS, puis 50 dans les "démocraties populaires", on pouvait briser bien des opposants (et ce d'autant plus que la majorité des inculpés n'étaient que des opposants potentiels, bons staliniens jusqu'alors et manifestement dépassés par ce qui leur arrivait); mais aujourd'hui, la crise du stalinisme est telle que malgré les progrès certainement réalisés par les écoles de police et de psychiatrie soviétique, l'affaire est devenue délicate.

ger (modèle 36-52), ils ne peuvent être que des déviants, des anormaux, bref des fous. De ce point de vue, la lutte contre les "hôpitaux spéciaux" en URSS a une toute autre portée que la mise en question du "pouvoir psychiatrique" dans les pays capitalistes où la bourgeoisie a bien d'autres moyens de répression.

Faire reconnaître partout dans le monde (et donc en URSS) que Pliouchtch par exemple n'était fou qu'aux yeux de psychiatres véreux payés par des bureaucrates qui considèrent naturellement le fait de s'attaquer à leur pouvoir comme de la paranoïa, c'est un coup sérieux porté à la capacité de répression de ces Messieurs. Et aujourd'hui il est possible de réussir d'autres victoires dans ce domaine par des mobilisations du mouvement ouvrier et de comités ad hoc.

Une opposition de masse

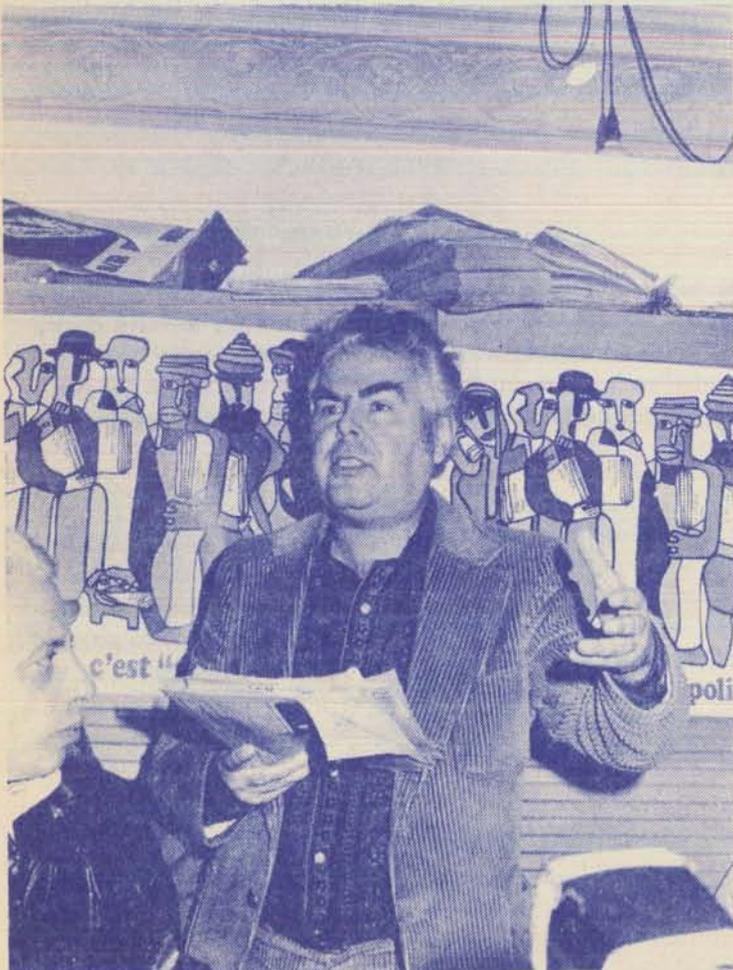
En Tchécoslovaquie, par contre, on ne dénoté jusqu'à présent, aucun cas de "schizophrénie torpide", mais bel et bien des individus sains d'esprit et pourtant opposés aux beautés du "socialisme" de Husak. Officiellement, ce sont des résidus des mentalités bourgeoises et petites bourgeoises, jadis (c'est-

L'accusation de folie qui est, pour l'Union soviétique quelque chose d'adapté à la quantité encore petite de gens qui osent se manifester comme non conformistes, a un avantage théorique évident : dans un Etat "du peuple tout entier", si les opposants ne sont plus des espions à la solde de l'étran-

à-dire, il y a 40 ans) très développées dans le pays, renforcées par les "errements de 68" et encouragées en permanence par l'étranger.

La vérité est que si toute bureaucratie est confrontée au problème de sa légitimité, en Tchécoslovaquie, ce problème est particulièrement douloureux. A la question : "Qui t'a fait roi?" Husak et ses amis ne peuvent que répondre : 500 000 hommes de troupes soviétiques un beau matin d'août 1968. Et pour consolider cette "victoire", une bonne partie de l'ancien appareil d'Etat (donc du PCT) aura dû être congédiée. Donc à tout ce que l'intervention soviétique pouvait susciter d'opposition, s'est ajoutée la menace de quelques centaines de milliers de gens brutalement déclassés. Ces ex-membres du PCT ne constituent évidemment pas un milieu homogène ; il y a des représentants de couches jadis au sommet de la bureaucratie et qui en 67 avaient accepté le choix d'un certain libéralisme, jusqu'à des militants qui croyaient sincèrement que le PCT pouvait être redressé pour être l'artisan du "socialisme à visage humain".

En bref, on peut dire qu'en Tchécoslovaquie, l'opposition se caractérise, à la différence de l'URSS par exemple, par sa massivité et l'importance de sa composante ex-PC. Politiquement très hétérogène, on doit cependant signaler l'inexistence de courants pro-bourgeois.



Jiri Pelikan

En Tchécoslovaquie, comme ailleurs, le but de la répression n'est évidemment pas de faire aimer le gouvernement, mais plus modestement, de limiter la contestation en montrant le prix à la masse de ceux qui hésitent. Ainsi, seuls les plus décidés oseront. Le danger est alors que les oppositionnels, pour éviter la répression, ne s'autolimitent à une activité purement conspirative dont l'efficacité est faible et la répression finalement facile dès qu'elle devient nécessaire. C'est en Tchécoslovaquie (et en Pologne) que l'opposition a le mieux réussi, sur un échelle relativement importante à éviter ce piège du pouvoir.

Le procès Machacek-Lastuvka

La Charte 77 voudrait attirer l'attention de Amnesty International et de l'opinion publique internationale sur cette affaire malheureusement éclipsée par le procès récent de Prague. Les condamnations prononcées contre Machacek et Lastuvka sont plus lourdes que celles subies par Havel, Lederer et Pavlíček, mais parce que les deux accusés d'Usti-nad-Labem sont plus obscurs, leur affaire a eu peu de publicité. Pourtant, leur procès a une grande importance politique et établit un précédent dangereux pour les procès politiques similaires de simples sympathisants de la Charte. Le procureur, le Dr. Hermanova, a allégué que les accusés avaient fait acte de subversion en faisant circuler des exemplaires de la Déclaration d'origine sur la Charte 77, et en prêtant des livres et des magazines en langue tchèque publiés à l'Ouest, à d'autres personnes. L'accusation a fait particulièrement mention des romans publiés par l'écrivain tchèque Joseph Skvorecky qui vit maintenant à Toronto au Canada, dans sa maison d'édition Editeurs 68, des livres publiés par Index, une maison d'édition tchèque à Cologne en RFA, ainsi que de deux magazines, Listy, un bimensuel de l'opposition socialiste tchécoslovaque et Informacni Materialy, publié à Berlin-Ouest par des socialistes révolutionnaires tchécoslovaques.

Le bâtiment qui abrite le Tribunal régional à Usti-nad-Labem, était gardé par 200 policiers armés et au moins 50 policiers en civil. Tout le quartier était entouré de fils de fer barbelés attachés à des piquets plantés au sol et entouré de voitures blindées. L'atmosphère, au tribunal, a été décrite comme touchant au fascisme. Le juge-président a constamment insulté les accusés et les témoins...

La constitution, propriété privée de la bureaucratie ?

Les signataires de la Charte 77, "les chartistes", ont dès le départ refusé ce que la passivité et le bon sens avaient fini par faire accepter à beaucoup, à savoir qu'il allait de soi que la loi et son application étaient propriété privée de la bureaucratie régnante. Demandant l'application stricte de la Constitution, les chartistes dénie en fait (et en droit) cette mainmise sur l'Etat ou comme le disent les opposant de RDA, ils mettent en question ceux qui considèrent la société comme un immense self-service à leur disposition. Cette volonté,

quelque fois même méticuleuse de faire appliquer la loi ne relève donc d'aucune naïveté juriste : au-delà d'une tactique judiciaire de défense, elle renvoie à une mise en cause du pouvoir de la bureaucratie qui a également une autre portée que les batailles juridiques que peuvent (et doivent) mener les militants ouvriers dans les pays capitalistes : les bourgeois en "période calme", ne sont pas obligés de violer systématiquement leurs propres lois ; la propriété privée (légale) des moyens de production assure naturellement l'essentiel de leur domination. Il en va tout autrement dans les États ouvriers bureaucratiques où le viol de la pourtant très stalinienne constitution tchécoslovaque est une nécessité permanente pour les bureaucrates. Il n'y a qu'à imaginer ce que signifieraient des syndicats indépendants ou la liberté de réunion ou de presse en Tchécoslovaquie...

Les asiles n'étant pas adaptés à la dimension, donc à la "nor-

malité" de l'opposition et les procès politiques ayant les inconvénients ci-dessus mentionnés, la répression de base va être économique : c'est le licenciement. Il y a eu quand même quelques procès ; pour prendre les plus récents, ceux de Vladimir Lastuvka et Ales Machacek dans la ville de Ustinad-Labem du 26 au 28 septembre dernier (voir encadré) et celui, plus connu, à Prague de Jiri Lederer, Ota Ornest, Vaclav Havel et Frantisek Pavlicek. Les condamnations ont été à chaque fois entre 14 mois et 3 ans et demi de prison.

Formellement, aucun des condamnés ne l'a été pour avoir signé la Charte, mais pour avoir détenu et fait circuler des livres "séditieux" pour les premiers, pour avoir publié des articles à l'étranger pour les seconds. A part Ornest qui va plaider coupable, aucun ne baissera la tête. Manifestement, pour la bureaucratie, l'intérêt politique de tels procès est faible.

Persécutions et provocations

Le Dr. Frantisek Kriegel, ancien membre du presidium du PCT, le plus élevé dans la hiérarchie des anciens dirigeants communistes parmi les chartistes, est toujours soumis à la surveillance ininterrompue 24 heures sur 24, qui lui a été imposée ainsi qu'au Dr. Jiri Hajek, ancien ministre des Affaires étrangères, le 25 février dernier. Les restrictions pesant sur le Dr. Hajek ont été un peu allégées récemment.

Petr Uhl a été gardé à vue depuis le 27 septembre à l'aube, le deuxième jour du procès Machacek-Lastuvka, dans les locaux de la police, jusqu'à 11 heures du matin, le 28 septembre. Pendant ce temps, une fouille très minutieuse a été effectuée chez lui. Beaucoup de choses ont été confisquées, en particulier des livres, des magazines, des documents de la Charte et entre 30 et 50 adresses de Chartistes. Petr Uhl a été interrogé sur des sujets tels que des propositions pour fonder des syndicats indépendants, la préparation d'un document sur la position du consommateur, la création d'une contre-université (également connue comme l'université du Pr. Jan Patočka), une manifestation de soutien à Jiri Lederer, la création du Parti communiste trotskyste de Tchécoslovaquie, l'importation et la distribution de livres tchèques publiés à l'Ouest. Uhl a fait une description détaillée de sa détention, interrogatoire, etc., dans son compte-rendu pour la Charte 77, daté du 29 septembre.

Le compte-rendu sur la situation de la Charte 77 (10 août-12 octobre 1977) décrit en détail la surveillance stricte à laquelle sont soumis Petr Uhl et sa femme Anna Sabatova, fille du Dr. Jaroslav Sabata, ancien membre du Comité central, qui vient de purger une peine de 5 ans de prison. La police arrête tous les visiteurs à l'entrée de la maison de Uhl et contrôle leur identité ; certains sont emmenés pour de longs interrogatoires, d'autres sont avertis de cesser leurs rapports avec Uhl qui "sera arrêté sous peu".

Après des interventions particulièrement intensives de la police auprès de ses visiteurs (Julius Tomín, Jan Ruml, fils de l'ex-journaliste Jiri Ruml, Vaclav Benda, Premysl Janyr et M. et Mme Freund), Uhl a envoyé une lettre au procureur général Jan Fejes pour protester contre ces mesures répressives et souligner qu'une poursuite en justice devrait être instituée contre les Services de sécurité en vertu de l'article 237 (oppression), de l'article 235, section 1 (chantage) et de l'article 232 (atteinte à la liberté individuelle), et pour abus de l'article 23 des règlements de police, car ses amis ont été retenus pour des périodes de temps considérables.

A peu près 50 chartistes ont été interrogés à cette date, en liaison avec des préparatifs supposés d'enlèvement de représentants du gouvernement. Les enquêteurs ont fréquemment suggéré que Uhl serait l'instigateur de ces plans. De nombreux chartistes interprètent ceci comme une tentative de division, exploitant certaines divergences d'opinion pour faire naître l'idée que Petr Uhl et ses amis sont des terroristes en puissance.

Le dernier compte-rendu de la Charte 77 (12 octobre-28 octobre 1977) indique que les 20 et 21 octobre, plusieurs signataires de la Charte ont reçu une lettre dont l'enveloppe était rédigée avec un soin inhabituel, comprenant le codage postal (normalement accessible seulement à la police). Le contenu semblait également d'inspiration policière. Une feuille dactylographiée, titrée "Lettre à un ami" et signée par l'Organisation de la gauche révolutionnaire, calomniait Havel, en usant de termes caractéristiques de la police et de "Rude Pravo". Cette lettre s'achevait par un appel pour "le soutien à des actions authentiquement révolutionnaires" et pour des "dirigeants réels et solides".

° Les deux encadrés ci-dessus sont extraits des publications de l'Agence "Palach Press Limited", dont le siège est : 145 Gray's Inn Road, London WC 1X8 UB.

Il y a un bureau à Paris : 14 rue Lamark, 75018. Les camarades peuvent y trouver des sources très fournies sur toute l'opposition en Tchécoslovaquie.

La répression économique a par contre, l'avantage d'avoir, comme la condamnation pénale un effet dissuasif; mais, ici la peine est appliquée sans même le simulacre d'un jugement contradictoire, sans possibilité de défense. Enfin, sur le plan international, on escompte que ce type de sanction suscitera moins de protestations. Il s'agit d'un *Berufsverbot*, (une interdiction professionnelle comme en RFA), mais appliquée dans un pays où l'Etat est l'unique employeur. Cette répression peut aller de censures jusqu'à des interdictions partielles dans les domaines artistiques (voir le document n° 13 de la Charte du 20 novembre 1977 sur la situation de la musique populaire en Tchécoslovaquie actuellement) à des licenciements définitifs purs et simples. Bien entendu, après le licenciement peut venir, sur le modèle soviétique, l'accusation de hooliganisme. A moins que ce chômeur forcé n'ait reçu de l'argent de

Lettre de licenciement de Petr Uhl

Potrubi Prague

Entreprise du VIIe congrès
général des syndicats
11255 Prague 1er
Place Maxime Gorki 3

Destinataire :

Petr Uhl, ingénieur
8, rue Anglicka
Prague, 2ème - Vinobredy, n°530

Prague, le 28.11.1977

Selon le paragraphe 46, alinéa 1, lettre e du Code du travail, nous vous donnons congé parce que vous ne satisfaites pas aux exigences qui sont une condition nécessaire pour l'exécution du travail contracté. Votre contrat de travail s'achève le 31 janvier 1978.

La raison du congé :

Vous ne remplissez pas les exigences politico-morales que l'entreprise nationale Potrubi est en droit d'exiger de la part de travailleurs employés comme techniciens, vu l'importance nationale de ses tâches. En qualité de signataire de la soi-disant "Déclaration de la Charte 77", vous vous êtes identifié à ce pamphlet calomniateur.

Même à l'avenir, l'entreprise nationale Potrubi ne peut compter sur votre dévouement à notre régime socialiste. Vu les raisons ci-dessus mentionnées, notamment vu l'importance de ses tâches et la nécessité de garantir une bonne ambiance de travail dans les lieux de travail, l'entreprise nationale Potrubi n'a pas la possibilité de vous employer dans un autre poste de travail, vu les insuffisances mentionnées. Voir le paragraphe 46, alinéa 2, lettre e du Code du Travail.

Suivant le paragraphe 46, alinéa 2, lettre b, le préavis de congé est de deux mois; le contrat de travail s'achève donc le 31 janvier 1978.

Jaroslav Bubenik
Président du Comité d'entreprise
du Mouvement révolutionnaire
des syndicats

Marta Kralova
adjointe du directeur
de l'entreprise pour le
travail des cadres et
du personnel

Le Comité d'entreprise accepte ce congé; voir le paragraphe 59/1 du Code du travail.

Le 28 novembre 1977

Le IXe congrès de la FSM à Prague

En avril 1978, se tiendra à Prague, le IXe congrès syndical mondial de la Fédération syndicale mondiale (FSM). Si très peu de syndicats des pays capitalistes y assisteront, en tout cas la CGT française a l'intention d'y participer. On voit quelle caution espèrent en tirer les "syndicats" tchécoslovaques qui signent au côté de la direction les licenciements pour délit d'opinion ! Il faut exiger des directions syndicales qui se rendront malgré tout à Prague une déclaration publique condamnant ces pratiques.

Donnons à ce propos une citation tirée de l'organe officiel de la CGT française n°1022 (du 1er au 15 octobre 1977). Mais pour mettre en évidence une lecture possible, nous (rédaction de cet article) avons mis entre parenthèses les figures de style destinées à amoindrir le choc. Ceci donne :

Il est un autre point de débat et même de divergence avec les syndicats de (certains) pays socialistes : il s'agit de la place et du rôle des syndicats en système socialiste.

(Il ne s'agit pas de nous immiscer dans le fonctionnement des syndicats de ce pays. Nous avons trop de souci de la souveraineté de notre organisation pour porter atteinte à celle des autres.)

La CGT a clairement exposé ses conceptions concernant le rôle des syndicats dans la perspective du socialisme (en France).

L'indépendance du syndicat vis-à-vis de l'Etat, des partis politiques et des Eglises, est pour nous (et dans notre pays) un principe intangible, y compris dans le cadre de la construction d'une société socialiste. Cette conception est héritée de l'histoire du mouvement ouvrier (français).

Que nos lecteurs relisent cet extrait en omettant ce qui est entre parenthèses!

l'étranger, auquel cas il peut être poursuivi sous le motif de liens avec l'impérialisme ou de trafic de devises (cette dernière accusation visant à le salir auprès de la population).

Par rapport à cette nouvelle forme de répression, il faut une riposte adaptée du mouvement ouvrier. Aujourd'hui, pratiquement toutes les centrales ouvrières (y compris celles contrôlées par les PC) ont fait des déclarations condamnant ce type de pratique. Pour être efficace maintenant (et donc mobilisateur) il faudrait obtenir des réactions plus concrètes et qui donc engagent davantage. Pourquoi ne pas faire prendre en charge par des sections syndicales d'entreprise la défense d'un cas de licenciement pour délit d'opinion, si possible dans la même branche d'activité. C'est-à-dire que sur la base d'un dossier clairement établi, la section syndicale entre en contact avec son homologue là-bas, pour s'enquérir d'abord, protester ensuite; qu'elle entre en contact également avec le licencié par lettre, téléphone (si possible même envoie quelqu'un pour aller le voir; y aurait-il en République socialiste de Tchécoslovaquie des personnes non in-

culpées et interdites de contact ?) et lui envoie, si besoin est, un soutien financier au nom de la section syndicale. Laissons à la bureaucratie le soin de dénoncer là, la main de la CIA.

De telles actions multipliées, outre qu'elles sont un geste de solidarité internationaliste élémentaire auront le double effet dans les pays capitalistes de prouver le rejet pratique dès à présent du socialisme du goulag et en Tchécoslovaquie d'être un encouragement ouvrier très puissant pour l'opposition.

Aujourd'hui, dans les démocraties populaires, c'est avec courage et intelligence politique que les oppositionnels ont choisi la publicité la plus large. Ce serait quand même un paradoxe honteux, qu'en Occident capitaliste, la réponse du mouvement ouvrier soit seulement conspiratrice.

**APPEL POUR UNE ACTION INTERNATIONALE
DU MOUVEMENT SYNDICAL
CONTRE LES LICENCIEMENTS POLITIQUE
EN TCHECOSLOVAQUIE**

La conférence sur les pays de l'Est qui s'est tenue à Bruxelles les 20 et 21 janvier 1978, (cf. "Le Monde" du 25 janvier) et à laquelle ont participé de nombreux oppositionnels de ces pays, ainsi que des membres et représentants des différents comités de solidarité occidentaux a retenu le principe de lutter internationalement sur les objectifs contenus dans l'appel suivant :

"Depuis la fin de 1968, la répression politique en Tchécoslovaquie se traduit notamment par des licenciements qui frappent surtout depuis janvier 1977, non seulement ceux qui ont signé la Charte 77, mais aussi ceux qui l'approuvent ou la soutiennent. Les autorités laissent sans réponse toute démonstration de la totale illégalité de ces actes d'autant plus scandaleux qu'ils sont commis au nom du socialisme. De nombreuses informations nous confirment ces violations répétées du droit au travail. La dernière connue est le licenciement de Petr Uhl dont le motif explicite est, une fois de plus, "la signature de la soi-disant Charte 77" et qui prend effet le 31 janvier 78. En général, les syndicats ont couvert ces licenciements au lieu de jouer leur rôle de défense des travailleurs et ont même exclu de leurs sections certains chartistes. Dans les cas où leurs instances de base ont refusé de ratifier un tel acte, on a vu les autorités passer outre et s'appuyer sur les instances syndicales supérieures. Cela s'est produit notamment à Brno contre Jan Sabata, employé de chaufferie à l'usine Kovošrot. Pour avoir pris part à "l'acte honteux" de signer la Charte et d'en distribuer des copies dans l'usine, Sabata a comparu devant sa section syndicale. Une grande partie de ses membres s'opposa à toute sanction. Pourtant le lendemain, 3 mai, le syndicat de l'entreprise agissant de manière anonyme et hors de la présence de Sabata ratifiait son licenciement.

"Autant les autorités tchécoslovaques évitent de mentionner la Charte 77 dans les procès politiques (ceux de Lederer, Machacek, Lastuvka, par exemple), autant la répression profes-

sionnelle s'y réfère explicitement. Les lettres de licenciements en témoignent.

"Nous qui dénonçons la pratique scandaleuse des interdictions professionnelles en RFA, nous condamnons avec vigueur la répression dans l'emploi dans un pays qui se réclame du socialisme. Nous en condamnons toutes les formes : de la déqualification aux licenciements qui deviennent de véritables interdictions de travailler, condamnant leurs victimes au "parasitisme" ou à l'exil. Nous demandons instamment la levée de toutes les procédures visant à prononcer ou à confirmer les licenciements pour motifs politiques et nous réclamons la réintégration des sanctionnés dans leur emploi selon leur qualification. Nous estimons indispensable de faire écho à l'appel que lançait l'an passé Zdenek Mlynar au monde syndical, pour une très large protestation et pour l'envoi de commissions d'enquêtes. Les syndicats appelés à se rendre au congrès de la FSM qui aura lieu au printemps à Prague même, peuvent-ils y aller en cautionnant les atteintes aux droits dont sont victimes de nombreux travailleurs tchécoslovaques ? Il revient aux syndicats ouvriers dont la légitimité ne peut être contestée par les autorités tchécoslovaques d'organiser la solidarité, en particulier financière, envers chaque victime de licenciement politique. Nous nous engageons à répondre à tout appel de leur part qui irait en ce sens."

Signatures à :

Catherine FONTAINE
30 bis rue des Boulets
75011 PARIS
Tél. 371 65 36

ONT DÉJÀ SIGNÉ

Yankélévitch, A. Philippe, J. Cassou, P. Naville, A. Krivine, J.M. Vincent, J. Valier, C. Verla, P.H. Sollers, J.P. Faye, M. Rébérioux, R. Simon, M. Leiris, J.P. Chevènement, F. Kaplan, Pignon, H. Parmelin, R. Pannequin, L. Schwartz, L et G London, J. Brunschwig, P. Daix, G. Martinet, J. Pelikan, Z. Mlynar.



1967 - Festival de musique pop à Prague

Les femmes au travail et au chômage

Les bas salaires, le travail abrutissant et la deuxième journée de travail quand le soir vient. Et toujours : dernières embauchées, premières licenciées

"45 heures à la fabrique, plus de 10 heures de trajet (car le travail est à 15 km de la maison). Sortir de la maison à 6 h 30 du matin, jusqu'à 12 h 15. Puis de 1 h à 6 h du soir : cela fait 9 heures. Plus deux heures de trajet... mais on ne te paie que 9 heures ! A 6 h, quand j'arrive à la maison, je dois recommencer avec le travail ménager, ce qui totalise 16 h par jour ou 96 heures par semaine au minimum. Cette vie, je l'ai menée pendant 13 années..."

(Une travailleuse immigrée en Suisse qui a un enfant).

° ° °

Les bas salaires, les journées sans fin, le travail répétitif et aliénant des ouvrières sans qualification, on n'en parlait guère dans le mouvement ouvrier il y a dix ou vingt ans ; on en parle beaucoup plus souvent depuis que les femmes ont commencé à se radicaliser et à s'organiser. La double journée de travail, les tâches domestiques abrutissantes, le souci permanent et la culpabilisation par rapport aux enfants, on était encore plus discret à ce propos, tant il semblait naturel, qu'ils incombent à la femme. Tant on avait oublié qu'au tournant du siècle déjà, plus d'une lutte de travailleuses avait remis en question non seulement leur surexploitation, mais aussi cette "deuxième" journée qui commence quand vient le soir.

Aujourd'hui plus que jamais, dans le cadre de la crise économique, les mots "surexploitation" et "oppression spécifique" ont un sens. Nous tenterons, dans cet article de montrer concrètement comment ils se traduisent pour la majorité des travailleuses, de montrer combien les chiffres ressortant des statistiques sur la situation objective des femmes expriment une tendance générale dans l'ensemble des pays capitalistes avancés.

"Dernières embauchées, premières licenciées, doublement opprimées", c'est un slogan, c'est une image, certes... Mais c'est une image qui est le reflet cruel de la réalité !

Des salaires de misère

Souvent deux à trois fois plus nombreuses qu'il y a une trentaine d'années, les femmes représentent entre 35 et 38 % de la main-d'œuvre active dans la plupart des pays européens. 40 % en Suède et aux USA. En Espagne et au Portugal où le taux d'activité des femmes est beaucoup plus faible (28 et 25 % respectivement), la tendance est également à la hausse. L'Italie fait exception avec un déclin continu dans l'emploi féminin depuis la deuxième guerre mondiale (25 à 17 %), phénomène qui s'exprime par une série de facteurs combinés : non réinsertion dans des emplois rémunérés de nombreuses travailleuses agricoles au moment de la migration massive vers les villes au lendemain de la guerre, poids de l'idéologie dominante qui veut que la place de la femme soit à la maison, crise économique aiguë et chômage structurel, etc. Mais de manière générale, les femmes sont rentrées massivement dans l'industrie et dans le secteur tertiaire et la division qui existait traditionnellement entre emplois "masculins" et emplois "féminins" s'en est trouvée renforcée.

Dans beaucoup des pays concernés, pourtant, il existe des lois "assurant" l'égalité salariale pour un travail identique, et les patrons dissertent gravement de l'application de la convention n° 100 de l'Organisation internationale du travail (OIT)... signée voici plus de 25 ans ! Le problème, c'est que, justement, les femmes ne font pas le même travail que les hommes. Et la bourgeoisie le sait fort bien, elle qui met tout en œuvre pour confiner les femmes dans des emplois "typiquement féminins".

En France, 95,6% des travailleurs à la chaîne dans le secteur de l'habillement sont des travailleuses ! Comment expliquer l'augmentation de l'écart entre salaires masculins et féminins dans un pays comme les USA, parallèlement à l'accroissement du taux d'emploi des femmes actives, si ce n'est par leur présence massive dans les secteurs les moins bien payés ? Les travailleuses américaines à plein temps gagnent aujourd'hui 57 % des salaires masculins contre 64 % en 1974. De plus, il faut noter un fort accroissement du travail à temps partiel dans la plupart des pays ces dernières

années. Un travail conçu pour rapporter un salaire d'appoint, un travail qui ne procure en aucun cas une réelle indépendance économique à la femme, un travail somme toute, qui colle bien avec l'idée traditionnelle du rôle de la femme et qui occupe plus d'un tiers des femmes actives dans la plupart des pays industrialisés. Au Japon, ce sont près de 50% des travailleuses qui "choisissent" ce type d'emploi en 1973.

Un choix vraiment ?

Dans tous les pays examinés, les femmes représentent entre 70 et 90% des effectifs dans les usines du textile, de la confection, de la chaussure et du tabac - c'est-à-dire les secteurs où règnent les pires conditions de travail et où l'insécurité de l'emploi n'a d'égal que le chantage aux heures supplémentaires, non qu'elles choisissent, mais parce que c'est là qu'elles trouvent de l'embauche.

Dans certains pays dont le développement industriel s'est effectué plus tardivement, comme le Portugal ou l'Espagne, près du quart des femmes actives sont encore employées comme travailleuses domestiques. Elles non plus ne choisissent pas un travail qui les met entièrement à la disposition de leurs patrons, sans limite dans l'horaire journalier ni hebdomadaire, sans contrat de travail, à la merci d'une saute d'humeur. Quant à toutes celles qui travaillent à domicile dans les régions sous-développées du sud de l'Italie ou du nord du Portugal - et dont aucune statistique ne peut rendre compte exactement, puisqu'elles ne sont pas recensées -, on ne saurait dire non plus qu'elles aient le choix. Effectuant un travail identique à celui qu'elles feraient en usine, mais pour un salaire deux ou trois fois moindre, elles ne connaissent même pas leur patron puisqu'elles ne voient jamais qu'un intermédiaire qui leur apporte les morceaux d'étoffe ou de cuir qu'elles doivent assembler.

La longueur de la journée de travail, comment la calculer alors qu'elle s'intègre totalement dans leur activité domestique ? Et les soins aux enfants ? Les patrons, eux, ont dû faire leurs calculs : pas de sécurité sociale à payer, pas de risques de grèves avec des travailleuses atomisées chacune dans leur foyer, et des salaires dont ce n'est pas une formule de dire que ce sont des salaires de misère. Quand on sait que le salaire moyen d'une femme travaillant dans la confection lui permet très rarement d'être indépendante sur le plan économique dans la plupart des pays industriels, on peut imaginer les profits effectués sur le dos de celles qui travaillent à domicile. En Italie, c'est le seul type d'emplois qui a augmenté ces dernières années (estimations officielles : 24 000 personnes ; estimation des syndicats : de 2 à 6 millions de personnes, des femmes essentiellement.

Ce sont les femmes de ces mêmes régions que l'on retrouve dans les emplois industriels les plus mal payés et dans certains pays capitalistes dont le développement s'appuie précisément en grande partie sur la surexploitation de la main-d'œuvre immigrée.

"J'arrive dans un pays dont je ne connais pas la langue. Deux jours après mon arrivée, je commence à travailler dans une entreprise horlogère. Au bout de deux mois, on m'annonce que je dois travailler aux pièces : ils exigent de moi 3000

pièces par jour. Pour faire 3000 pièces par jour, il fallait travailler à un rythme effréné. Je suis ainsi devenue de plus en plus une machine et de moins en moins considérée comme une personne (...) Puis j'ai changé de travail. J'étais en électronique avec des hommes. Mon salaire était de 6 francs de moins que celui des hommes, soit 50% du leur, mais on exigeait de moi le même travail. Je suis restée dans cette fabrique 3 années. Quand j'ai exigé un meilleur salaire, on m'a dit non parce que je suis une femme et que je ne peux donc pas gagner autant qu'un homme. En 1968, j'ai abandonné ce poste puisqu'on ne m'augmentait pas. De retour dans l'industrie horlogère, on m'a remise aux pièces. C'est ça l'exploitation capitaliste : on exigeait maintenant de nous 7000 pièces par jour (au même poste qu'en 62). Si en 1962, pour en faire 3000, il fallait travailler sans pause, pour en faire 7000, on ne pouvait même plus aller faire pipi !"

Toutes les travailleuses ne sont pas aussi conscientes que cette ouvrière immigrée de la surexploitation qu'elles subissent. Pourtant, de plus en plus de femmes commencent à se révolter contre des conditions de travail qui sont à la source de toutes sortes de maladies et du vieillissement précoce de ceux et celles qui travaillent à la chaîne comme des bêtes. Ce que les Italiennes nomment "l'avortement blanc", c'est-à-dire les fausses couches provoquées par les cadences infernales ou la nocivité de l'environnement du poste de travail, est aujourd'hui au centre de plus d'une lutte soutenue par les syndicats en Italie.

Et pourquoi, alors que la scolarisation des filles ne cesse d'augmenter au point d'atteindre dans plusieurs pays un pourcentage souvent plus élevé que celui des garçons dans le secondaire, pourquoi ce maintien des femmes dans les secteurs les moins bien payés où le travail est le plus aliénant ?

Une vieille histoire

S'il est vrai que la démocratisation des études a entraîné une prolongation très sensible de la scolarité chez les filles, encore faut-il préciser que les vieilles divisions dans la formation professionnelle n'ont pas disparu pour autant. En France, elles sont plus nombreuses que les garçons dans les dernières années de la scolarité obligatoire, mais elles ne représentent que 22% des apprentis, ce qui veut dire qu'elles n'acquiescent pas, au même titre qu'eux, une formation professionnelle leur permettant par la suite de trouver des emplois, sinon stables, du moins qualifiés. Il n'y a donc rien d'étonnant à ce qu'on les retrouve en majorité dans les travaux à la chaîne qui ne demandent aucun apprentissage.

Dans les lycées techniques, le nombre de filles est proportionnellement plus élevé que dans les écoles d'apprentissage, mais les filières opèrent de manière traditionnelle : lorsqu'on y trouve un tiers de filles, comme en France, c'est pour constater que près de 80% d'entre elles ont opté pour le tertiaire (dont plus de la moitié pour le secrétariat et la dactylographie).

Quant à l'université, force est de voir que si le pourcentage d'étudiantes a atteint 40% dans plusieurs pays (USA, France), il ne dépasse pas 25% dans d'autres (Suisse, Allemagne). Là encore, même phénomène : les femmes optent en majorité

pour les facultés de Lettres et de Sciences sociales, laissant à leurs compagnons l'étude des sciences précises qui débouchent sur des professions plus prestigieuses et mieux rémunérées. Et lorsqu'elles suivent des études de médecine dans un pourcentage identique à celui des garçons comme c'est le cas dans certaines facultés américaines, il s'avère que la plupart d'entre elles s'engagent dans les spécialisations typiquement féminines" que sont la pédiatrie ou la gynécologie. et qu'elles ne représentent qu'un pourcentage infime des chercheurs.

Ces divers chiffres n'ont bien sûr pas même valeur, les derniers ne concernant qu'une minorité privilégiée de femmes. Il faut tout de même relever que c'est une logique identique qui se dégage des "choix" effectués par les filles parvenant à l'âge de l'apprentissage ou des études supérieures. Ce "choix", c'est celui qui s'opère en fonction de l'image d'elles-mêmes que leur renvoie la société et tout leur entourage, et qui ne fait que refléter et prolonger les discriminations qui ont marqué leur éducation dès la petite enfance.

Et quand bien même elles voudraient mettre cette image en question, quand bien même elles le font parce que le mouvement de libération des femmes est passé par là, quand bien même elles choisissent une "profession d'homme", elles butent sur une série d'obstacles bien concrets limitant leur liberté d'action et leur capacité d'autonomie. Parce qu'elles sont femmes, parce qu'on attend d'elles un certain nombre de tâches spécifiques et que c'est un des traits essentiels du système capitaliste que de s'appuyer sur l'institution qu'est la famille pour assurer gratuitement toute une partie de la production de la force de travail.

Des crèches, des laveries

A l'heure qu'il est, 50 à 60% des femmes actives sont mariées et 40 à 50% ont des enfants dans la plupart des pays capitalistes avancés. C'est dire si la question des services est déterminante pour leur permettre de se décharger au moins d'une partie des travaux domestiques dont les hommes pensent qu'ils leur incombent. Or, et ce n'est pas là l'une des moindres contradictions qui minent aujourd'hui la famille, — le nombre de crèches, de cantines ou de laveries à disposition des travailleuses est tout simplement ridicule en comparaison des besoins dans tous ces pays. Qu'il s'agisse des 6, des 15, ou des 30 places à disposition pour 100 enfants de mères qui travaillent respectivement au Canada, en Finlande ou en Belgique, ce sont autant d'autres travailleuses qui n'auront pour seule ressource que de se débrouiller avec des solutions individuelles, confiant leurs enfants à une parente ou à une nourrice, faisant des acrobaties du point de vue des horaires et grevant leur budget pour payer une garde privée.

Quant à celles qui ont la "chance" de bénéficier d'une place dans un organisme public, on sait qu'elles n'en sont pas quitte pour autant des courses pour amener et chercher l'enfant dans une crèche souvent fort éloignée de leur lieu d'habitation, ni des difficultés à boucler leur budget à la fin du mois, ni des angoisses qui les habitent pendant leurs heures de travail vu les conditions qui règnent dans beaucoup de ces établisse-

ments (enfants en surnombre, personnel impréparé à s'en occuper, absence de surveillance médicale dans les crèches privées notamment, etc.). Les laveries, il y en a parfois, mais elles sont chères; et les cantines, si elles sont parfois bon marché, ne sont pas souvent de qualité...

On ne peut pas dire, par ailleurs, que les hommes acceptant, non pas d' "aider" la femme à tel ou tel moment, mais de prendre véritablement en charge leur part de tâches ménagères, soient légions pour l'instant.

Cela, c'est le panorama général maintes fois évoqué par toutes celles qui se battent parce qu'elles en ont assez, pour que les choses changent— qu'elles aient clairement conscience ou non de la nécessité de renverser le système dans son ensemble pour que puisse exister les bases matérielles nécessaires à la socialisation des mille et une tâches de caractère privé qui sont l'un des obstacles déterminants à la libération des femmes.

Ce qui nous importe ici, c'est de mieux voir en quoi la crise économique actuelle tend à renvoyer les femmes dans leurs foyers et à les enfermer, encore plus avant, dans la ronde des travaux domestiques, renforçant par là même certaines contradictions du système. D'une part, l'augmentation du nombre absolu de femmes actives s'accompagne de la prétention de la bourgeoisie de leur faire supporter une part accrue de tâches ménagères, dont certaines étaient précédemment prises en charge par d'autres institutions que la famille. D'autre part, l'accroissement du chômage féminin intervient dans une période d'inflation où le salaire de la femme représente souvent une partie du minimum vital nécessaire à la famille pour subsister et non pas, comme cela pouvait être le cas dans les mêmes couches sociales durant la période antérieure, un salaire d'appoint pour le "superflu" (entendez l'achat d'un certain nombre de biens de consommation durable — réfrigérateurs, machines à laver, aspirateurs, automobiles, etc. que la famille ouvrière ne pouvait acquérir autrement).

Dernières embauchées, premières licenciées

Tous les chiffres sont là : l'augmentation du chômage qui atteint le chiffre de 8,3% dans un pays comme le Canada (plus de 10% au Québec), cette augmentation touche d'abord les femmes et les jeunes. En France, parmi ces derniers, les demandeurs d'emploi de moins de 25 ans qui sont en chômage de longue durée sont des femmes dans 82% des cas. La courbe du chômage en Allemagne, de son côté, est assez significative de la tendance que l'on retrouve dans la plupart des autres pays en ce qui concerne la proportion de cette augmentation : de 1974 à 1976, alors que le nombre de chômeurs masculins augmente de plus de 50% (passant de 2,2 à 3,4%), celui des chômeuses double presque (de 3,1 à 5,9%). Et cette tendance n'a fait que s'accroître dans toutes les régions dans la dernière période. Les facteurs essentiels que l'on retrouve derrière ces licenciements "préférentiels" des femmes ? Des facteurs objectifs liés à la crise du capitalisme, mais des facteurs subjectifs aussi expliquent les discriminations systématiques dont les femmes sont l'objet dans tous les cas considérés.

Tout d'abord, la restructuration intervenant dans le processus de production au moment d'une crise touche d'abord les secteurs les plus arriérés, les entreprises qui sont le moins développées sur le plan technologique, celles qui ne sont pas compétitives. Qu'elles soient obligées de fermer leurs portes, ou que les capitalistes pensent pouvoir améliorer leur rendement en remplaçant une partie de la main-d'œuvre par des machines, le résultat est le même pour les travailleuses et les travailleurs concernés : licenciements et chômage. Et il se trouve que ces secteurs sont précisément et prioritairement ceux où travaille une majorité de femmes : textile, confection, chaussures, tabac, hologerie, etc.

Le cas de la fabrique de pantalons FARAH en Belgique, multinationale américaine, qui vient de licencier sans préavis les 250 ouvrières qui y travaillaient, dont un fort pourcentage d'immigrées, est typique du processus de licenciement brutal que connaissent des milliers de petites entreprises de ce type, qu'elles soient indépendantes sur le plan financier ou qu'elles dépendent d'un trust dont le dernier souci de la direction est bien le sort des ouvrières et des ouvriers perdant leur emploi. La disparition, en quelques mois de 1500 emplois dans le textile dans une ville portugaise comme Porto, et la prévision d'une dizaine de milliers de licenciements supplémentaires dans le reste du pays pour les mois à venir expliquent le renforcement du travail à domicile comme seule possibilité pour celles qui perdent leur emploi. C'est le cas dans le nord du Portugal ou dans les autres régions européennes où ce type de production a des racines et où il est déjà répandu (Espagne, Italie et même Grande-Bretagne dans les couches urbaines immigrées).

Ensuite, les économies effectuées sur les budgets étatiques visent d'abord, comme on le sait, les secteurs sociaux non rentables d'un point de vue capitaliste, afin de ne pas affecter ou de ne toucher qu'en dernier lieu, les investissements destinés à venir en aide à l'économie privée ou servant directement ses profits (certains aménagements sur le plan urbain par exemple).

C'est donc sur le plan des crèches, des hôpitaux et des écoles, sur celui des institutions pour personnes âgées et des institutions sociales que ces Messieurs les parlementaires commencent par rogner. Les huit milliards de livres que le gouvernement travailliste anglais avait retranché du secteur public en 1976, outre qu'ils se traduisent par une attaque directe contre les intérêts de la population travailleuse dont les femmes sont les premières à faire les frais, ont réduit des milliers d'employés de l'Etat — et surtout d'employées — au chômage. Ce type de mesure n'a d'égal que celles qui furent prises quelques mois plus tard par le gouvernement italien décidant de bloquer toute possibilité d'emprunts bancaires pour les gouvernements locaux, provoquant de ce fait, quelques centaines de licenciements supplémentaires dans un secteur employant des femmes en très grande majorité.

Les fermetures de crèches, de classes d'écoles, de maisons pour vieillards, signifient en même temps l'obligation, pour de nombreuses autres femmes, de quitter leur travail pour s'occuper des enfants et des personnes âgées qui ne sont plus prises en charge par les structures collectives.

Ces mesures sont loin de ne toucher que les pays connaissant la crise économique la plus forte. C'est une constante que l'on ne retrouve pas seulement en Grande-Bretagne comme au Canada ou au Québec avec la fermeture systématique d'unités hospitalières (et des services de gynécologie en premier lieu, parce qu'ils sont jugés "secondaires"), mais qui ressort de l'étude de tous les budgets des pays capitalistes, quel que soit l'objectif premier des coupes sombres effectuées (crèches, hôpitaux, écoles, etc.), ils visent toujours et d'abord des secteurs où les femmes sont les premières concernées, que ce soit en tant que travailleuses ou en tant qu'usagères.

Leur place ? Au foyer !

La bourgeoisie ne s'embarrasse d'ailleurs pas de discours compliqués pour "justifier" ces discriminations : elles vont de soi, puisque les femmes ont une place "naturelle" à occuper, celle d'épouse et de mère au foyer. Qu'il soit impossible à une femme de voir ses enfants pris en charge par une institution collective — soit qu'il n'y ait pas de crèche à proximité, soit qu'il n'y ait pas de place disponible, soit qu'elle ne puisse plus payer parce qu'elle est au chômage ; cela émeut peu le patronat qui théorise au contraire cet état de fait par toutes sortes de discriminations conçues pour décourager les femmes de vouloir travailler "alors que même les 'chefs de famille' ne parviennent pas à trouver d'emploi" !

On l'a vu récemment dans l'entreprise Roche à Madrid où la direction a décidé de licencier 50 personnes. En fonction de l'article 45 du décret sur le travail, promulgué l'an dernier, disant que les travailleurs qui devront être licenciés, devront l'être en ordre inverse de leur ancienneté dans l'entreprise, sauf "circonstances exceptionnelles", la direction avait proposé une liste au ministère du Travail. Mais celui-ci a modifié le contenu de cette liste en remplaçant systématiquement les noms proposés par ceux de 50 femmes... Etre femme, c'est bien là une circonstance exceptionnelle, quand il s'agit de licenciements !

En Suisse, c'est parce qu'elles sont mariées et qu'elles ont des enfants que certains gouvernements cantonaux ont pris la décision de ne pas renouveler le contrat de plusieurs enseignantes. Aux USA, dans le Minnesota, c'est parce qu'elles sont femmes et "soupçonnées" d'être lesbiennes que deux travailleuses ont perdu leur travail dans la mine où elles étaient employées (une mine, pensez donc, ce n'est pas un endroit pour les femmes...)

Quand il ne s'agit pas de licenciements, c'est de refus d'embauche qu'il est question. Comme chez IBM à Porto, où la direction "ne conseille pas aux femmes de se présenter pour des emplois de programmeurs" (elle les accepte en revanche dans les emplois de perforatrices, travail répétitif et abrutissant s'il en est). Et quand il ne s'agit pas de mesures aussi explicites que celles-là ou d'autres telles celles visant à interdire aux femmes chômeuses de mettre leur enfant dans une crèche comme en France, la bourgeoisie trouve d'autres moyens de dissuasion, moins visibles mais tout aussi efficaces. Certaines mesures prises dernièrement par le gouvernement Giscard (congé sans solde de deux ans pour l'éducation des enfants par exemple s'accompagnent

FEMMES

d'une campagne démagogique qui va dans le sens d'inciter celles-ci à renoncer "provisoirement" à une activité professionnelle pour se consacrer à l'éducation des enfants .

Une tendance identique existe dans la plupart des pays européens. Pour les femmes immigrées, cela se traduit par des discriminations supplémentaires, et l'on a pu constater en Suisse, au moment de la récession économique de 1974, que la réduction de la main-d'œuvre étrangère dont la bourgeoisie helvétique s'est servie pour masquer le taux de chômage réel, a touché 21% de femmes contre 6% d'hommes...

Ces travailleuses-là, qui dans leur grande majorité sont rentrées dans leur pays, c'est-à-dire en général dans les régions particulièrement touchées par le chômage, se retrouvent non seulement "au foyer" selon le vœu des capitalistes, mais elles ne touchent aucune allocation de chômage. Quant aux autres travailleuses, elles touchent des allocations qui sont toujours inférieures à celles des hommes en fonction

ques années est un signe certain. Quand les femmes ne parviennent désespérément pas à vendre leur force de travail, certaines d'entre elles se voient acculées à vendre leur corps.

Leur rôle ? Se débrouiller !

Cette longue liste des discriminations touchant les femmes actives et les femmes dites "inactives" s'inscrit aujourd'hui dans un contexte économique marqué par une inflation galopante dans de nombreux pays. Augmentation sur la margarine de 40%, 37% sur les légumes, 36% sur le café et le thé, 24% sur le lait, le fromage et les œufs... tels étaient les chiffres ressortant de la liste publiée par les autorités britanniques en janvier 1977 en ce qui concerne la croissance des prix pour l'année écoulée !

Outre la réduction du niveau de vie que cela suppose pour tous les membres des familles les plus défavorisées, il faut insister sur ce que l'augmentation des prix représente de surcroît de travail pour les ménagères. Ce qu'elles achetaient la veille sous forme de plats déjà cuisinés au magasin, elles



même de la place qu'elles occupent dans le processus de production, de leur salaire antérieur et des emplois peu stables qui leur sont "réservés", grevant d'autant les primes auxquelles elles ont droit.

On ne saurait s'étonner, dès lors, de la recrudescence du travail à temps partiel mentionnée plus haut, qui, en cette période, loin de correspondre uniquement ou avant tout à une volonté des femmes de prendre des emplois leur laissant le "loisir" de s'occuper de leurs enfants et du ménage, exprime leur besoin criant de trouver un travail quelconque, même mal payé, même inintéressant, même instable, pourvu qu'elles puissent gagner le complément indispensable au salaire de leur mari pour arriver à joindre les deux bouts... ou tout simplement parce qu'elles sont seules et n'ont pas d'autres ressources pour subsister que de travailler.

De ce besoin, l'augmentation du taux de prostitution, en particulier dans les grands ensembles urbains depuis quel-

doivent le remplacer en passant de longues heures à chercher les légumes et la viande la moins chère — quand elles peuvent en acheter —, et à apprêter ensuite ces aliments afin de satisfaire les exigences de leur mari et de leurs enfants. La lessive qu'elles confiaient à la laverie du coin — quand il y en a une —, elle la font maintenant elles-mêmes afin d'économiser une partie du budget familial qu'elles pourront ainsi consacrer à d'autres besoins. Economiser en argent, mais pas en temps... Même chose pour la confection des vêtements.

Ce tableau — que d'aucuns pourront être tentés de qualifier de misérabiliste — vaut bien sûr avant tout pour les couches travailleuses les plus touchées par la crise économique.

Mais il exprime une tendance, en ce qui concerne la place et le rôle des femmes, qui touche la très grande majorité des travailleuses et des femmes de travailleurs.

L'initiative de Sadate et ses conséquences dans la région arabe et au Liban

Résolution du Groupe communiste révolutionnaire (section libanaise de la IVe Internationale)

Cette résolution a été adoptée le 8 décembre dernier par le Comité central du Groupe communiste révolutionnaire, section libanaise de la IVe Internationale. Les titres et les inter-titres sont de la rédaction d' "Inprecor-Intercontinental Press".

° ° °

1) Après les premières réactions impétueuses à la visite d'Anouar El-Sadate, valet de l'impérialisme américain, à l'Etat sioniste, il est nécessaire d'analyser posément cette initiative en la plaçant dans son véritable contexte, loin des positions sentimentales qui ne sortent pas de la tradition du nationalisme petit-bourgeois toujours préoccupé par l'apparence des choses en laissant de côté, avec ou sans intention, leur fondement réel.

La première constatation qui s'impose en ce qui concerne l'initiative de Sadate est qu'elle s'inscrit naturellement et totalement dans le processus du règlement pacifique avec l'Etat sioniste, inauguré par la résolution n° 242 du Conseil de sécurité de l'ONU adoptée le 22 novembre 1967 et approuvée par les trois Etats arabes ayant participé à la défaite de juin 1967, le dernier Etat à l'approuver ayant été l'Etat syrien et ce, par le biais de la résolution n°338 adoptée au cours de la guerre d'octobre 1973. La résolution 242, est-il besoin de le rappeler, comporte l'engagement des parties qui l'approuvent à reconnaître la souveraineté de tous les Etats du Proche-Orient, y compris de l'Etat sioniste, ainsi que leur droit à vivre en paix à l'intérieur de frontières sûres, reconnues et inviolables, avec garantie de ces frontières par la création de zones démilitarisées. Il importe de rappeler également que l'approbation de la résolution 242 par les gouvernements égyptien et jordanien a suivi de trois mois seulement la conférence arabe au sommet réunie à Khartoum (Soudan) à la fin d'août 1967 et rendue célèbre par ses trois non : non à la reconnaissance, non à la négociation, non à la paix. L'abandon par l'Egypte de cette résolution retentissante a confirmé depuis lors que le nationalisme bourgeois avait atteint la limite de ses potentialités et qu'il

était devenu, à la suite de sa défaite, incapable de continuer à adhérer au premier point du programme nationaliste qu'il avait fait sien avant 1967 : la libération de la Palestine.

Les autres étapes principales du processus du règlement capitulaire ont été le plan Rogers de l'été 1970, le sommet arabe d'Alger, réuni en novembre 1973 qui a approuvé le principe de la conférence de Genève réunie à la fin de la même année, puis l'accord du Sinaï de septembre 1975. La dernière initiative de Sadate, en constituant une reconnaissance ouverte de l'Etat sioniste et le début de la négociation directe avec lui, est un pas de plus dans le processus de la trahison et ne sort, en aucune manière de son cadre général. Si cette initiative se distingue par quelque chose, c'est par son impudence, rendue possible par le succès relatif rencontré par le régime de Sadate dans son entreprise de mystification des masses égyptiennes, au cours des dernières années, sur son prétendu patriotisme ; cette entreprise s'était appuyée sur le mythe de la guerre d'octobre 1973 préalable à la capitulation, ainsi que sur les certificats de patriotisme décernés à Sadate par la direction droitiste de la résistance palestinienne. L'initiative de Sadate a également été rendue possible par l'état de léthargie auquel sont arrivées les masses égyptiennes ployant sous le poids de leur misère, après que le pouvoir se soit efforcé de les convaincre que leur soulagement dépend de la paix-capitulation, alors que l'enjeu réel est l'expansion capitaliste et le succès de l'ouverture économique à l'impérialisme américain qui ne se confondent nullement avec l'élévation du niveau de vie des masses.

Le motif immédiat de l'initiative de Sadate est sa crainte d'être entraîné dans une nouvelle guerre, par l'Etat sioniste, alors que le président égyptien a tout misé sur le règlement pacifique et a privé son armée des moyens de la guerre en rompant avec l'URSS. Pour éviter une nouvelle guerre, Sadate a décidé de faire l'unique concession susceptible d'amener l'Etat sioniste à accepter les conditions arabes de la paix : l'ouverture du marché arabe, et surtout le marché égyptien, devant Israël et l'établissement de re-

lafions "normales" avec lui. Par cet acte, Sadate est complètement sorti de la sphère d'affrontement du sionisme ; son renversement est devenu une tâche urgente à l'ordre du jour de la révolution arabe.

La politique syrienne

Il est nécessaire, une fois de plus, d'insister sur le fait que ce qui distingue le régime baassiste syrien du régime de Sadate n'est pas le degré de patriotisme mais l'aptitude à la capitulation ; ce qui sépare les deux régimes est une différence et non une divergence. Celle-ci ne tarde pas en général à disparaître avec la disparition de celle-là.

Les conditions objectives de la politique syrienne, notamment l'importance en Syrie de la présence palestinienne et de l'opposition patriotique, ainsi que le niveau de conscience nationale des masses syriennes, la proximité du Liban avec le mouvement de masse patriotique qui s'y trouve et la proximité de l'Irak avec la surenchère permanente du pouvoir installé à Bagdad, ces conditions, dans leur ensemble, entravent l'itinéraire capitulaire des dirigeants de Damas et les empêchent de monter dans la locomotive à l'instar de Sadate pour se contenter, chaque fois que cela est nécessaire, d'un des wagons du même train. Ainsi, après avoir refusé de participer à la conférence de Genève à la fin de 1973, les dirigeants syriens, moins de deux mois plus tard, avaient rempli les conditions de leur participation (remise de la liste des prisonniers de guerre israéliens à Kissinger) pour devenir par la suite de chauds partisans de la conférence. Après s'être démarqués en janvier 1974 de l'accord de désengagement égypto-israélien du km 101, les dirigeants syriens avaient conclu un accord similaire, moins de six mois plus tard, à la fin du mois de mai et cela à Genève dans le cadre de la même conférence. Après s'être opposé à l'accord du Sinaï de septembre 1975 et après l'avoir stigmatisé, les dirigeants de Damas avaient conclu, quelques mois plus tard, un accord indirect de non-agression avec l'Etat sioniste pour leur permettre d'intervenir au Liban et de rendre le plus grand service à ce dernier en tentant d'écraser la résistance palestinienne préalablement à la paix avec lui. En témoignage de la sincérité de leur opposition à l'accord du Sinaï, les dirigeants syriens l'oublèrent dix-huit mois après (alors que l'accord porte sur trois ans) et se réconcilièrent avec Sadate qu'ils qualifiaient la veille de traître.

Fermer les yeux sur la réalité de l'attitude des dirigeants de Damas est aujourd'hui le danger principal qui menace les deux bataillons avancés du mouvement des masses arabes, les bataillons palestinien et libanais, dont le sort dépend dans une large mesure de la politique syrienne. L'alliance renouvelée avec le Baath au pouvoir à Damas, l'éloge renouvelé qui en est fait depuis plusieurs mois par la droite de la résistance palestinienne et la droite du Mouvement patriotique libanais (1), ainsi que la réconciliation générale des dirigeants de Damas avec le Front du refus palestinien, à Tripoli (Libye) (2), et de leurs agents libanais, à Beyrouth, sont toutes des positions découlant d'une ligne opportuniste qui n'est ni l'expression de l'intérêt des masses laborieuses, ni de l'habileté tactique comme le prétendent ses tenants, mais résulte en fait de la myopie de directions bureaucratiques

motivées soit par leur désir naïf de gagner le régime syrien à leur cause, soit par leur inaptitude à compter sur les masses et sur elles-mêmes et à se passer du soutien financier libyen politiquement conditionnel. Il est néanmoins nécessaire à ce propos de distinguer entre ceux qui ont manœuvré pour régler leurs problèmes financiers, sans avoir d'illusions sur les intentions réelles du régime syrien et ceux qui se sont réconciliés avec lui en vue d'une alliance effective. Le proche avenir montrera quelles sont les parties qui ont maintenu leur indépendance et leur défiance à l'égard du pouvoir syrien.

Les révolutionnaires condamnent, en tous cas, toute attitude qui comporte l'absolution des dirigeants de Damas et la cessation de la défiance envers eux. Il est, en effet, hors de doute que lesdits dirigeants participeront à nouveau, tôt ou tard, au processus du règlement pacifique, comme l'indiquent leur récent comportement et le texte de la résolution qu'ils ont imposée aux participants à la conférence de Tripoli. Les dirigeants syriens affronteront alors, de nouveau, quiconque entravera leur marche et essayeront de s'acquitter de la tâche qui leur incombe, c'est-à-dire de la jugulation de toute partie qui s'opposerait au règlement dans sa formule finale.

Le sommet de Tripoli

Aucun des régimes arabes qui se sont opposés à l'initiative de Sadate n'est apte à constituer une base d'appui pour une lutte effective et prolongée contre la capitulation arabe. En effet, les régimes algérien et sud-yéménite (en dépit des différences importantes entre leurs natures sociales) ne suivent pas une politique arabe révolutionnaire, leur attitude à l'égard de la question palestinienne ne saurait dépasser celle de l'URSS qui agit pour l'instauration d'une "paix juste et durable" entre les Etats arabes et l'Etat sioniste, préservant son influence et ses amitiés bourgeoises dans la région.

Quant au pouvoir irakien, son intransigeance apparente ne va pas au-delà de la logomachie. En fait, cette intransigeance apparente lui permet d'éviter la confrontation réelle : il craint d'entraver réellement la politique de l'impérialisme américain et de ses partenaires dans la région et de se trouver exposé de ce fait à leur pression et notamment celle de l'Iran. La meilleure illustration de cette politique est l'invitation adressée par les dirigeants de Bagdad au Chah d'Iran au moment même où leur représentant jouait à l'intransigeant au sommet de Tripoli. Les masses arabes savent d'ailleurs pertinemment quelle grande distance sépare les prétentions du pouvoir irakien de ses agissements, après les expériences de Jordanie, du Chott Al'Arab et de la guerre du Liban (3).

Les dirigeants libyens, quant à eux, suivent une politique arabe fondée en premier lieu sur leur opposition à Sadate. Ils appuyent ou se concilient, en conséquence, tout opposant à Sadate, comme il leur est déjà arrivé de ménager le pouvoir syrien au cours de la guerre du Liban. Ils misent, en fait, sur leur alliance avec ce dernier et exercent une pression sur leurs autres alliés et notamment leurs alliés palestiniens, pour collaborer avec les dirigeants syriens et leur faciliter la tâche.

Il va sans dire, enfin, que la réserve timide et vague des dirigeants séoudiens, valets de l'impérialisme américain, à l'égard de l'initiative de Sadate, n'est autre que de la poudre aux yeux et un moyen de se désolidariser de ce dernier au cas où il échouerait dans sa mission-suicide ou de parachever son entreprise en joignant ultérieurement le pouvoir syrien à ses résultats "positifs" qui consistent en la réactivation du règlement pacifique et son déblocage après deux ans de stagnation.

Pour un front de lutte

Ce qui précède ne signifie pas que toute attitude tactique à l'égard des régimes qui ont participé au sommet de Tripoli est inutile. Les positions tactiques ne doivent toutefois pas sortir du cadre de la stratégie qu'elles veulent servir. A l'égard de régimes bourgeois ou petits-bourgeois, la tactique doit être, en premier lieu et dans la plupart des cas, une tactique de défi et de dénonciation. Il est impossible de compter sur de tels régimes qui ne sauraient d'ailleurs conclure une alliance avec des représentants des masses laborieuses que s'ils y sont acculés contre leur gré. Les révolutionnaires ne comptent que sur les masses laborieuses et jugent toute position en fonction de sa contribution à l'élévation du niveau de conscience des masses et à la progression de leur lutte.

A la lumière de cette mise au point, les révolutionnaires ne peuvent que refuser la résolution du sommet de Tripoli et désapprouver toute composante du mouvement des masses qui l'approuverait. La résolution en question, hormis le provincialisme qui s'y manifeste et qui dénote la nature des signataires ("l'Egypte n'est ni le début, ni la fin"; gel des relations; transfert du siège de la Ligue arabe hors d'Egypte), laisse ouverte la possibilité d'une réconciliation avec Sadate en n'appelant qu'au renversement des "résultats" de sa visite, séparant celle-ci de la nature du régime égyptien; la résolution fait, en outre, du régime syrien la base de l'affrontement du sionisme, ignorant son attitude réelle, et appelle à soutenir inconditionnellement ce régime, en contribuant à augmenter la mystification qui l'entoure par l'annonce de la création d'un "front nationaliste" dont le noyau est formé par le régime syrien et l'OLP.

Refusant le front de Tripoli, les révolutionnaires appellent à la formation d'un front de lutte contre le sionisme, l'impérialisme américain et ses suppôts arabes, sur la base du programme suivant :

- 1) Refus des résolutions 242 et 338, refus de toute condition au retrait de l'armée sioniste des territoires occupés en 1967. Non à la reconnaissance, non à la négociation, non à la paix avec le sionisme !
- 2) Soutien à la lutte du peuple palestinien, y compris la lutte armée, et ouverture de toutes les frontières arabes devant cette lutte, sans entraves.
- 3) Concentration des armées arabes sur les lignes de la confrontation avec l'armée sioniste, concentration des troupes syriennes présentes au Liban sur sa frontière sud ou retrait de ces troupes vers le Golan.

- 4) Rétablissement des libertés démocratiques pour permettre le développement des luttes de masse et libération de tous les détenus anti-impérialistes dans tous les pays arabes.
- 5) Soutien aux forces anti-impérialistes luttant en Egypte pour le renversement du régime de la trahison.

Telles sont les cinq positions sans lesquelles il ne saurait y avoir de lutte effective et radicale contre le sionisme et l'impérialisme américain, et qui peuvent servir de fondement à une activité frontiste à l'échelle de la région arabe dans la période actuelle.

La résolution palestinienne

Quant à la résolution sur la base de laquelle les organisations de la résistance palestinienne ont annoncé leur adhésion sans exception au cadre de l'OLP, elle ne s'oppose pas à notre programme. Cette résolution, bien qu'incomplète, est en conformité totale avec les bases d'une opposition réelle au sionisme, à l'impérialisme et à ses suppôts arabes. Elle comporte le refus des résolutions 242 et 338 et pose comme condition à la création d'un Etat palestinien qu'elle ait lieu sur toute portion du territoire palestinien qui serait libérée sans règlement pacifique, sans négociation et sans reconnaissance, condition qui concorde tout à fait avec la revendication, contenue dans tous nos programmes depuis plusieurs années, de retrait total et inconditionnel de l'armée sioniste des territoires occupés en 1967, contre les retraits conditionnels prévus dans la résolution 242.

Cependant, le contexte dans lequel se situe la résolution des organisations empêche de considérer qu'elle représente un tournant positif ou du moins de surestimer ce tournant. Les signataires de la résolution ont en effet demandé, dans un télégramme ultérieur, la formation d'un front de résistance et de confrontation comprenant l'ensemble des participants au sommet de Tripoli, y compris le pouvoir syrien, sans poser de condition à la constitution d'un tel front et surtout à la participation du pouvoir syrien en dépit du rôle qu'il a joué et continue de jouer au Liban. Il est à craindre, en fait, que la résolution soit le prix payé par les partisans palestiniens du règlement pacifique; prix bien bas tant qu'il ne va pas au-delà d'une inscription sur un bout de papier, en échange d'une récupération des organisations du refus sur le plan palestinien interne et sur le plan des alliances arabes de la résistance et pour empêcher ces organisations de mettre à profit leur position avantageuse au regard de la faillite politique de la direction du Fatah qui avait misé sur Sadate. En refusant les résolutions 242 et 338 ainsi que la paix, la négociation et la reconnaissance, la résolution des organisations palestiniennes prend position au nom de l'OLP et ne demande pas aux Etats arabes de faire de même, ce qui revient pratiquement à abolir le critère de l'attitude à l'égard du règlement pacifique utilisé par le front du refus palestinien dans ses relations avec différentes parties dans la région arabe. La direction du Fatah n'éprouve, par contre, aucune gêne à refuser aujourd'hui ce que refuse la résolution dans la mesure où il apparaît que l'Etat sioniste, véritable bastion du refus dans ce domaine, ne changera pas sa position concernant la participation de l'OLP en tant que telle dans de quelconques négociations.



Cyrus Vance et Menahem Begin, janvier 1978

Pour que la résolution des organisations ne soit pas un pas en avant suivi de deux pas en arrière et pour qu'elle ne connaisse pas le même sort que la réconciliation qui avait eu lieu à Beyrouth, entre Habbache et Arafat, lors de l'intervention syrienne et qui n'avait pas tardé à être emportée par le vent, les révolutionnaires militant sur la scène palestinienne doivent adopter le programme de lutte radicale contre le sionisme, l'impérialisme et ses suppôts arabes exposé ci-dessus, organiser la défiance à l'encontre du régime syrien en particulier pour éviter d'être pris à son piège et lutter pour une représentation démocratique des masses palestiniennes sous la forme d'un :

- Conseil national palestinien comprenant des représentants élus par les habitants des camps, au lieu de la répartition bureaucratique des sièges entre organisations, pour élaborer un nouveau programme de la lutte palestinienne, sur la base de la résolution des organisations adoptée à Tripoli, et élire un nouveau conseil central de l'OLP.

Il est également du devoir des communistes révolutionnaires d'affirmer que leur attitude à l'égard de tout Etat palestinien sera d'agir pour y établir un gouvernement national révolutionnaire ouvrier et paysan, de même qu'ils participent à la lutte pour l'établissement de tels gouvernements dans tous les pays où ils se trouvent.

Au Liban

Au Liban, le devoir des communistes révolutionnaires est de dénoncer la réalité du pouvoir syrien et de ses agents locaux, de condamner la politique de réconciliation avec eux et de mettre en garde les militants du Mouvement patriotique contre les dangers qu'implique cette politique. Les communistes révolutionnaires refusent également le programme avancé par la direction du Mouvement patriotique et réitéré à la conférence de Tripoli, programme qui demande la réalisation d'une "entente nationale" centrée autour du président de la Répu-

blique, ce qui constitue une revendication bourgeoise, s'il en fut, d'autant plus qu'elle s'accompagne de l'engagement de la direction du Mouvement patriotique à abandonner toute autre revendication pour la réalisation de celle-ci.

Le programme minimum, qui ne saurait être abandonné, dans toute activité frontiste nationale et démocratique au Liban, devrait être :

1. la solidarité avec la résistance palestinienne et la défense de sa liberté d'action totale;
2. la revendication de la concentration des troupes syriennes présentes au Liban sur sa frontière sud pour faire face à l'ennemi sioniste;
3. la défense des libertés démocratiques et la lutte contre quiconque les mettrait en cause;
4. la laïcisation intégrale;
5. le refus de l'entente sur le dos des masses et la lutte pour imposer l'élection d'une assemblée constituante élue sur la base d'une circonscription unique et d'un scrutin proportionnel non confessionnel.

Les communistes révolutionnaires appellent les militants de base des composantes du Mouvement patriotique à adopter ce programme et à lutter pour l'imposer à leurs directions.

Ils mettent en garde contre toute tentative de justifier par les récents développements locaux et arabes l'acceptation des conditions israéliennes dans le sud-Liban et réitérent leur soutien aux positions prises jusqu'à présent par le Mouvement patriotique dans le sud, considérant que toute surenchère, dans le cadre du rapport de forces existant et en dehors d'un changement de la position syrienne, est impossible à réaliser, aventuriste et irresponsable. Ceci dit, il n'y a aucune contradiction entre le retrait conditionnel en tant que position tactique imposée par le rapport des forces et la position des communistes révolutionnaires, position de principe inchangeable, refusant toute entrave à la liberté d'action de la résistance palestinienne au Liban et insistant sur la poursuite de la lutte armée antisioniste.

8 décembre 1977

NOTES

- 1) Cartel de la gauche libanaise regroupant le parti réformiste bourgeois de Joumblatt, les staliniens et diverses organisations nationalistes bourgeoises et petites-bourgeoises.
- 2) Le sommet de Tripoli s'est tenu du 2 au 5 décembre 1977 en réaction à la visite de Sadate en Israël.
- 3) Allusion à la "neutralité" de l'armée irakienne stationnée en Jordanie pendant l'écrasement de la résistance palestinienne en septembre 1970, à l'accord irako-iranien de 1975 et à l'attitude ambiguë du pouvoir irakien au cours des premiers mois de la guerre du Liban ainsi qu'à son inaction par la suite.
- 4) La gauche libanaise demande un retrait symétrique des bel-ligérants dans le sud du Liban où s'affrontent droite chrétienne et forces palestino-progressistes.

Tensions dans la corne de l'Afrique

Le Derg éthiopien cherche à encourager le développement d'une classe capitaliste indigène en la protégeant des trusts impérialistes mais aussi de sa propre classe ouvrière

I-«Le socialisme en uniforme»?

Nous entamons ici la publication d'une série d'articles sur les tensions actuelles dans la corne de l'Afrique. Dans la première partie, Ernest Harsch examine les origines et les orientations du régime éthiopien. Un second article, dans notre prochaine livraison, sera consacré à la guerre actuelle et au rôle qu'y jouent Washington, Moscou, La Havane et Pékin.

° ° °

Le 14 novembre 1977, l'agence de presse officielle de l'Éthiopie annonçait que, la veille, le lieutenant-colonel Atnafu Abate avait été soumis à une mesure "révolutionnaire" — euphémisme désignant une exécution. Il avait été vice-président du Conseil administratif militaire provisoire, connu sous le nom de Derg, et il était considéré jusqu'alors comme la figure la plus importante de la junte après son président, le colonel Mengistu Haile Mariam.

La déclaration de l'agence de presse accusait Atnafu d'avoir été coupable de "douze crimes contre-révolutionnaires spécifiques" et de "cinq positions ultra-réactionnaires". Il était accusé d'avoir fait montre d'"arrogance féodale" et d'avoir entretenu des rapports, en dehors de ses heures de travail, avec des aristocrates et des capitalistes ainsi qu'avec des "agents impérialistes extrêmement dangereux : des agents de la CIA". Étant donné le secret absolu dont s'entoure le Derg et son habitude de qualifier tous ses opposants de "contre-révolutionnaires", on ne connaîtra peut-être jamais les raisons véritables de la purge et de l'exécution d'Atnafu. Il s'ajoute simplement à la liste déjà longue des personnalités militaires de premier plan qui ont été éliminées au cours des nombreuses luttes pour le pouvoir qui se sont livrées au sein de la junte; parmi celles-ci on peut citer le général Aman Michael Andom et le général Tafari Banti, les deux premiers présidents du Derg.

D'une certaine manière, l'instabilité du Derg ne fait que refléter les gigantesques pressions qui s'exercent sur lui. Dans les mois qui précédèrent la mort d'Atnafu, plusieurs faits sont venus illustrer l'existence d'une opposition croissante au ré-

gime, particulièrement en Érythrée et en Ogaden somali, ainsi que l'incapacité de celui-ci à maîtriser cette situation agitée. Le moral des troupes commence à être miné, ce qui porte un coup sérieux au régime militaire.

Lorsque les forces nationalistes avancèrent sur la ville de Jijiga en septembre, les troupes de la IIIe division éthiopienne opposèrent peu de résistance, abandonnant Jijiga et, non loin de là, le col stratégique de Gara-Marda. Selon l'article du mensuel londonien "Africa", "...ils firent clairement savoir au gouvernement d'Addis-Abeba qu'ils ne continueraient pas à combattre". Les soldats présentèrent une liste de revendications au Derg, y compris la démission de Mengistu et d'Atnafu. La mutinerie fut écrasée en quelques jours et plusieurs soldats furent fusillés.

Un mois après, au cours d'une visite sur le front d'Érythrée, Atnafu fut sequestré pendant quelques heures par un régiment qui exigea qu'Addis-Abeba négocie immédiatement la fin des hostilités. À la même époque l'opposition fit surface à Addis-Abeba même. Une série de manifestations eurent lieu dans la capitale pour demander la libération des prisonniers politiques et l'établissement d'un régime civil. Le lieutenant Geveban Temesgen, l'un des quinze membres du Derg, fut assassiné le 5 novembre, tout comme un dirigeant de la municipalité de la capitale, Gutta Sernesh.

Le Derg riposta en faisant assassiner davantage de partisans supposés du Parti révolutionnaire du peuple éthiopien (PRPE), un groupe clandestin d'orientation maoïste opposé au régime militaire. Selon un article de "Africa" publié en décembre, "des sources diplomatiques disent que 350 militants antigouvernementaux ont été tués au cours des deux premières semaines d'octobre". Le 12 novembre, la veille de l'exécution d'Atnafu, le Derg annonça la mise en place d'un nouveau processus de contrôle de la population. Ceux qui seraient reconnus comme "des révolutionnaires véritables et dignes de confiance" seraient dotés d'une carte d'identité; tous les autres verraient leur liberté de déplacement encore restreinte.

Le régime du Derg est clairement en crise. Quelles que soient ses prétentions à se réclamer du "marxisme-léninisme", il s'est avéré incapable de conserver une base suffisante pour contrôler fermement les masses urbaines d'Addis-Abeba et d'autres villes ou pour empêcher la libération de zones importantes de l'Ethiopie par les nationalités opprimées en lutte pour leur droit à l'autodétermination.

Les difficultés du Derg sont, pour une partie, le produit de sa politique répressive et procapitaliste. Mais elles représentent également l'héritage légué par l'ancien régime de Haïlé Sélassié. Quand le Derg s'empara du pouvoir en septembre 1974, des forces sociales importantes, dont la classe ouvrière des villes et les paysans sans terre, étaient déjà en mouvement. L'empire féodal d'Haïlé Sélassié, fondé sur la domination amharique des nationalités opprimées, craquait par toutes ses coutures.

Sous Haïlé Sélassié

L'ampleur des mobilisations de masse qui explosèrent en 1974 était l'expression des tensions sociales accumulées sous le long règne d'Haïlé Sélassié. A la campagne, où vivaient 90% de la population, les rapports de propriété féodaux continuaient à jouer un rôle essentiel. Environ 0,01% de la population possédait 70% de toute la terre arable. Les plus gros propriétaires provenaient de l'Amhara et, dans une moindre mesure, du Tigré. Ils possédaient des domaines gigantesques, particulièrement dans le sud du pays. Certains atteignaient 4 millions d'hectares. Près de la moitié de la paysannerie était composée de fermiers et de métayers qui travaillaient sur ces domaines; comme loyer, ils devaient donner entre la moitié et les trois-quarts de leur récolte. Puisque les paysans étaient constamment endettés, la plupart d'entre eux étaient en fait réduits à l'état de servage. Dans certaines régions, les paysans devaient même être à la disposition du seigneur durant un certain nombre de jours et accomplir des tâches pour lui.

Dans la région des hauts plateaux du centre et du nord, la plupart des paysans cultivaient leurs lopins de terre, dans le cadre de systèmes de propriété communale. Mais ils étaient si minuscules que les paysans parvenaient à peine à en tirer de quoi survivre. Avec ce système arriéré, le revenu par tête n'atteignait pas 70 dollars par an. La mortalité infantile était extrêmement élevée, la maladie le lot commun et l'espérance moyenne de vie ne dépassait pas 35 ans. La réforme agraire était donc un besoin immédiat et brûlant pour la majorité écrasante de la population. La classe des propriétaires fonciers contrôlait l'Etat et résistait généralement à l'industrialisation. Sa richesse était fondée sur l'extraction du surproduit par la rente foncière et les contributions forcées.

Cependant, l'Ethiopie n'était pas totalement isolée du marché capitaliste mondial. Dans les dernières décades du règne d'Haïlé Sélassié un certain développement capitaliste s'initia, surtout dans l'agriculture. On cultiva le café, le coton, le sucre et les fruits pour le marché international et une petite couche de la classe des propriétaires fonciers se transforma en fermiers capitalistes (1). Les petits bourgeois des villes qui aspiraient également à devenir des capitalistes commencèrent

à se renforcer. Ces forces bourgeoises étaient encore trop faibles pour promouvoir des réformes ou mettre en avant leurs propres intérêts. Ceci fut illustré par l'échec de la tentative de coup d'Etat contre l'empereur, en 1960. Un groupe de jeunes officiers intellectuels, qui se considéraient "modernistes", tenta alors de renverser l'aristocratie. Ils promettaient de promulguer la réforme agraire, de favoriser la croissance économique et, selon leur expression, de faire entrer l'Ethiopie dans le XXe siècle. Mais la majorité de l'armée resta fidèle à l'empereur et la tentative fut vite écrasée.

La peur qu'elles avaient des masses freinaient également les efforts des forces procapitalistes pour en finir avec le régime parasitaire d'Haïlé Sélassié. Malgré leur volonté de faire sauter les obstacles entravant la croissance économique capitaliste, elles se refusaient à mobiliser les seules classes capables de s'affronter aux propriétaires fonciers : les ouvriers et les paysans. Cela n'empêcha pas, le moment venu, les masses de se mettre en mouvement, dans leur propre intérêt, contre Haïlé Sélassié.

Les tensions de la société éthiopienne furent portées à leur comble par la famine désastreuse de 1973. De 100 à 250 000 personnes moururent de faim. Outre qu'ils maintinrent ainsi les paysans à un niveau de stricte subsistance, les propriétaires terriens profitèrent directement de la famine en stockant d'énormes quantités de grains pour faire monter les prix. Haïlé Sélassié chercha même à dissimuler l'existence de cette famine pendant des mois. La colère et le ressentiment contre Haïlé Sélassié et le reste de l'aristocratie, responsables de la pauvreté et de l'arriération économique, se répandirent dans tout le pays.

L'explosion de 1974

Ce fut à Addis-Abeba, la plus grande ville d'Ethiopie, que la révolution contre Haïlé Sélassié commença.

Au début de 1974, des chauffeurs de taxis, des enseignants, des étudiants partirent en grève et organisèrent des manifestations. Il en résulta des affrontements avec la police. En quelques jours, 10 000 soldats environ, avec l'appui de la majorité des sous-officiers et des jeunes officiers, s'emparèrent d'Asmara, la capitale de l'Erythrée, afin de revendiquer des augmentations de salaire.

Bien que Haïlé Sélassié ait fait quelques concessions, la révolte se développa, intégrant finalement tous les secteurs les plus importants de la population éthiopienne opposés à l'aristocratie éthiopienne et aux grands propriétaires fonciers. A l'occasion d'une des premières manifestations, des étudiants avancèrent le mot d'ordre : "Nous voulons la démocratie !"

Au début du mois de mars, dans sa presque totalité, la jeune classe ouvrière éthiopienne rejoint le soulèvement. La Confédération des syndicats éthiopiens avait été mise en place quelques années auparavant par le régime. Mais la pression de ses membres s'exerça fortement sur elle et la contraignit à proclamer la grève générale. Elle revendiqua un salaire minimum, le

droit de grève et d'autres concessions. Durant quatre jours, environ 100 000 travailleurs se croisèrent les bras, paralysant les ports et les aéroports, la plupart des usines et tous les secteurs de l'économie où la présence syndicale se manifestait.

Haflé Sélassié accepta certaines revendications, mais refusa celle du salaire minimum. Pourtant, les dirigeants réactionnaires du syndicat donnèrent la consigne de mettre fin à la grève. Mais dans les semaines suivantes, d'autres grèves éclatèrent lorsque des militants syndicalistes plus combatifs prirent la direction du mouvement. La vague de grève gagna toutes les villes et agglomérations les plus importantes du pays, de même que celles d'Erythrée. De plus, des femmes travailleuses revendiquèrent les mêmes droits et le même salaire pour un travail identique. Environ 100 000 musulmans participèrent à une marche à travers Addis-Abeba afin de revendiquer la suppression des discriminations religieuses contre les musulmans. Un des éléments les plus importants de ce soulèvement réside dans son extension aux régions rurales. Dans les provinces du sud, les paysans initièrent le mouvement de révolte, s'emparant des récoltes, occupant la terre et mettant le feu aux maisons de maître. La révolte se répandit dans toute la fertile vallée du Rift. Malgré leur relatif manque d'organisation, les paysans commencèrent à appliquer de leur propre chef une réforme agraire radicale, sous le slogan : "la terre à ceux qui la travaillent !"

La plupart des revendications mises en avant durant les premiers moments du soulèvement furent de type démocratiques : pour la liberté d'expression, de presse, de réunion, pour le droit de grève et d'organisation des travailleurs, pour la réforme agraire, pour l'égalité de droit pour les femmes, pour la suppression des discriminations religieuses, pour un gouvernement élu. Elles mettaient directement en cause la monarchie et les seigneurs terriens.

Les éléments antiféodaux mais procapitalistes dans l'armée n'étaient pas nécessairement opposés à ces revendications, mais ils étaient terrifiés par la façon dont elles étaient avancées par les masses de manière directe et indépendante.

Il y avait déjà des indications que le soulèvement dépassait les limites d'une révolte spontanée et qu'il se donnait des formes initiales d'organisation de masse. Des journalistes ont décrit l'émergence de ce qu'ils nommèrent des "comités révolutionnaires" et des "tribunaux populaires" dans quelques villes de province. Dans quelques cas, ces organes populaires cherchèrent à remplacer les autorités locales qui s'étaient enfuies vers Addis-Abeba face au soulèvement des paysans. Ce processus atteignit son point culminant à Jimma, la capitale provinciale de Kefa, qui se trouve au sud-ouest d'Addis-Abeba. Addis Hiwet écrit : "Vers la fin de mars il y eut un soulèvement populaire à Jimma : une gigantesque manifestation qui réunit la presque totalité de la population de la ville s'oppose aux forces de police. Le gouverneur est expulsé et un comité de 34 personnes est élu au suffrage populaire. Il devra administrer la ville en lieu et place de l'administration provinciale qui a été renversée. Ce comité, composé

essentiellement d'enseignants, d'étudiants et de marchands, responsable devant la population, resta au pouvoir durant quelques semaines. Jimma fut la seule ville où l'insurrection donna naissance à une administration populaire urbaine élue." (2).

En fait, un processus identique se développa au sein même de l'armée. Les soldats et les sous-officiers de nombreuses unités commencèrent à arrêter leurs officiers et à élire des comités. Ils publièrent des tracts revendiquant les droits démocratiques, la réforme agraire et l'expulsion des officiers d'origine aristocratique. En Erythrée, certains tracts allèrent jusqu'à revendiquer la légalisation des organisations luttant pour l'indépendance, ce qui constitue un phénomène des plus significatifs pour une armée engagée dans une guerre coloniale.

Le Derg

C'est dans ces circonstances qu'un groupe de jeunes officiers se réunit en avril, pour former le Comité de coordination des forces armées, le prédécesseur du Derg. Mengistu Haflé Mariam, aujourd'hui lieutenant-colonel et dictateur du pays, y jouait déjà un rôle de premier plan.

Lors de sa constitution, le comité regroupait des représentants d'intérêts et d'horizons politiques très divers. Mais son objectif était de prendre le contrôle exclusif du soulèvement, mettant un frein aux mobilisations et brisant les grèves dès qu'elles le débordaient.

Mais pour cela il fallait au préalable que le comité acquière une certaine crédibilité politique. Il fut donc forcé de reprendre à son compte beaucoup des revendications mises en avant contre le régime d'Haflé Sélassié. Les préoccupations du comité au sujet du soulèvement s'exprimèrent peu après sa constitution. Il accusa le régime d'être incapable de mettre un terme aux grèves et aux manifestations. Il déplora aussi qu'Haflé Sélassié ait échoué à écraser la lutte pour l'indépendance de l'Erythrée. Le 30 avril 1974, le correspondant du journal "Le Monde" rapportait que "les militaires ont été amenés à prendre des initiatives en dehors des pouvoirs établis en vue d'enrayer le développement de l'anarchie".

Leur entreprise fut partiellement couronnée de succès mais ne réussit pas à prendre le contrôle total des mobilisations en cours. Sentant la menace que ces mobilisations indépendantes représentaient non seulement pour l'aristocratie, mais pour leurs propres projets de réforme du système, les jeunes officiers nationalistes tentèrent désespérément de négocier avec Haflé Sélassié pendant des mois. Ils essayèrent de l'amener à faire suffisamment de concessions pour calmer l'agitation. Confrontés à leur échec, ils déposèrent l'empereur en septembre, mais la monarchie ne fut abolie que plus tard. Peu après, le colonel Tessema Aba Derash, membre du Derg, expliqua pourquoi ils avaient détrôné Sélassié : "Nous avons offert à l'empereur de le mettre à la tête du mouvement. Il a refusé. Nous lui avons rappelé l'exemple du Chah d'Iran qui fit une révolution par en haut alors que son trône et son pays étaient menacés par une révolution d'en bas ; mais le vieil homme ne voulait rien savoir." (3).

L'une des premières mesures prises par le Derg après son accession au pouvoir fut d'interdire les manifestations et les grèves. A peine une semaine après le renversement de l'empereur, la nouvelle junte au pouvoir fut confrontée à une manifestation de 4000 étudiants et collégiens qui défilaient aux cris de : "Nous voulons la démocratie", "Pas de gouvernement militaire". Le Derg répondit en lançant la prétendue campagne zemecha pendant laquelle des dizaines de milliers d'étudiants et de professeurs furent envoyés dans les régions rurales. Ils y étaient supposés apprendre à lire et à écrire aux paysans. En fait, il s'agissait pour le Derg de faire sortir les étudiants combattifs des villes et de les disperser dans la campagne.

Une assemblée générale de la Confédération des syndicats éthiopiens adopta des résolutions en faveur de l'abolition immédiate du gouvernement militaire et de l'établissement d'un "gouvernement populaire provisoire". Le Derg intensifia la répression et fit arrêter les trois principaux dirigeants de la Confédération syndicale.

« Le socialisme en uniforme » ?

En quelques mois, les jeunes officiers nationalistes promulguèrent des réformes dans l'intention de "moderniser" par le haut le vieil empire d'Hafsé Sélassié et de fournir une base à l'expansion de l'industrie capitaliste. Evidemment, ils ne déclarèrent pas qu'ils étaient en faveur d'une orientation capitaliste. En raison de l'agitation permanente et de leur propre faiblesse politique, les membres du Derg furent obligés de dissimuler leur dessein. Au début, ils ne savaient pas bien quelle était la rhétorique la mieux adaptée à leur objectif. Ainsi, une des premières déclarations du Derg se prononçait pour l'institution d'un régime "anti-impérialiste, anticapitaliste et anticommuniste". En décembre 1974, ils avaient enfin trouvé une étiquette : le "socialisme éthiopien".

En janvier et février 1975, la junte nationalisa toutes les banques, les institutions de crédit, les compagnies d'assurance, de nombreuses entreprises étrangères et quelques firmes locales. Parmi ces dernières, cependant, la plupart avaient déjà été placées sous propriété de l'Etat du temps d'Hafsé Sélassié ; de nombreux trusts impérialistes furent épargnés.



Massawa, Erythrée : prisonniers éthiopiens du Front de libération de l'Erythrée (FPLE).

En mars, le Derg décréta sa réforme la plus radicale : un large programme de réformes agraires qui nationalisait tout le sol cultivable et – au moins sur le papier – abolissait la propriété privée de la terre. Toutes les dettes et obligations des fermiers et des métayers étaient annulées. Tout fermier individuel ne pouvait disposer de plus de 50 hectares. La constitution de coopératives de village était encouragée. Les quelques fermes commerciales importantes qui existaient dans le pays étaient nationalisées. Les gros propriétaires des provinces du sud, qui ne vivaient pas sur leur terre, étaient le plus sérieusement touchés par ces mesures.

La réforme agraire promulguée par le Derg répondait aux révoltes paysannes. Elle tentait de canaliser, en l'institutionnalisant, un processus déjà largement en cours. Afin de neutraliser certaines des associations paysannes indépendantes, formées dans le cours de la révolte, un nouveau système associatif fut établi sur la base d'un modèle pyramidal. Les associations devaient alors servir de courroies de transmissions pour la politique gouvernementale. Le Derg cherchait essentiellement à miner toute initiative indépendante. C'est pourquoi, la réforme agraire ne fut jamais totalement appliquée. La dernière des mesures décrétées par le régime fut la nationalisation du sol foncier urbain et du logement. Il n'y eut rien d'important depuis.

Malgré la rhétorique "socialiste" du Derg, aucune de ces mesures ne sortait du cadre capitaliste. En soi, les nationalisations, même sur une large échelle comme en Ethiopie, ne peuvent suffire à briser la domination impérialiste, pas plus qu'une planification étatique limitée ne peut le faire. De nombreux régimes néocoloniaux ont procédé à des mesures analogues pour négocier en meilleure position avec l'impérialisme, sans parvenir, pour autant, à se soustraire à la domination économique étrangère. Seule la mobilisation révolutionnaire des masses peut mettre fin à la suprématie impérialiste. Mais, en pratique, le Derg montra qu'il était clairement opposé à une telle perspective.

Ces réformes économiques ne représentent que la volonté de stimuler une croissance économique capitaliste par l'intermédiaire de l'appareil d'Etat. Comme ailleurs, elles sont marquées par de forts traits de nationalisme. Le régime cherche à encourager le développement d'une classe capitaliste indigène en la protégeant, autant que possible, des trusts impérialistes les plus puissants mais aussi de sa propre classe ouvrière.

Les propres déclarations du Derg indiquent bien que telle était sa volonté. En même temps qu'il décrétait les nationalisations, il réaffirmait le rôle des compagnies privées. Pour rassurer Washington et les autres puissances impérialistes sur ses intentions, la Déclaration de politique étrangère du Derg spécifiait que "de nombreux secteurs d'activité économique seraient réservés aux investissements privés étrangers et que des profits justes et suffisants leur seraient assurés".

A la fin de 1975, la junte leva certaines des restrictions qu'elle avait placées sur les activités des entreprises locales ou étrangères. Quelques mois plus tard, elle promettait des facilités aux hommes d'affaire et aux négociants éthiopiens.

Le 10 septembre 1977, le journal gouvernemental "Ethiopian Herald" écrivait : "Les hommes d'affaire et les industriels nationaux sont aussi encouragés à poursuivre leurs activités dans l'intérêt des larges masses..." Pour protéger les capitalistes effarouchés par ces mêmes "larges masses" et pour freiner les revendications salariales "excessives", le Derg annonça son intention de contrôler le mouvement ouvrier et de le lier directement à l'Etat. En plus d'interdire les grèves "illégalles", le Derg dissout la Confédération des syndicats éthiopiens qui s'était opposée au régime militaire. Le dernier président de la fédération fut tué. Le Derg lui substitua un organisme à sa botte, dont tous les dirigeants sont nommés par le gouvernement. Enfin, un nouveau code du Travail interdit à quiconque de quitter son emploi.

Les oppositions de droite et de gauche

Les mesures prises par le Derg aussi bien contre l'aristocratie terrienne que contre les masses, ont suscité à la fois l'opposition de la droite et celle de la gauche.

L'Union démocratique éthiopienne (UDE) est un groupe armé de droite, fondé par d'anciens aristocrates. Des personnalités bourgeoises, des fonctionnaires et même certains notables de second rang du régime l'ont récemment rejointe. Elle n'appelle plus à la restauration de la monarchie et essaie de se présenter comme une solution de rechange "démocratique", ou au moins comme une force capable de rétablir "la stabilité". Le gouvernement soudanais soutient ouvertement l'UDE et certains Etats impérialistes semblent lui apporter une aide matérielle. L'UDE déclarait être implantée dans les provinces du nord et de l'ouest mais le Derg prétend l'avoir fixée dans le Gondar où ses forces étaient les plus actives.

Tout comme Haflé Sélassié, la junte a beaucoup de mal à gouverner Addis-Abeba. Le soulèvement de 1974 a stimulé la radicalisation de la population urbaine, particulièrement parmi les travailleurs et les étudiants. Au cours du soulèvement et peu après la chute d'Haflé Sélassié, certaines tendances du mouvement étudiant commencèrent à se transformer en partis et en organisations politiques. A un degré ou à un autre, presque tous furent influencés par le maoïsme.

L'une des tendances, qui soutint la junte pendant une période, devait plus tard donner naissance au Mela Ethiopia Socialist Nekenake (Me'ison : Mouvement socialiste panéthiopien). Celui-ci défend la théorie stalinienne classique de la révolution par étapes. Etant donné que le Me'ison caractérisait l'étape de la révolution en cours comme "antiféodale", il étendit son soutien – ou "soutien critique", comme il disait – au Derg, au moins jusqu'à la mi-1977. C'est à cette époque qu'il travailla dans les comités de quartier et les syndicats gouvernementaux (4).

Il existe d'autres groupes. Le plus important est le Parti révolutionnaire du peuple éthiopien (PRPE). Celui-ci a publié son programme en avril 1975. Il y annonce que son but ultime est l'établissement d'une "démocratie prolétarienne" mais que son

objectif immédiat est une "nouvelle révolution démocratique". Le PRPE possède ainsi sa propre version de la révolution par étapes. Il qualifie le Derg de "fasciste" et appelle à son renversement. Il demande la formation d'un "gouvernement populaire provisoire" civil. Et, surtout, il soutient la revendication érythréenne d'indépendance.

Etant donné que le PRPE fonctionne dans la clandestinité, il est difficile de juger avec précision de son implantation. Selon les quelques indications disponibles, il paraît jouir d'un appui notable, au moins à Addis-Abeba et dans plusieurs autres villes. En juin 1977, le PRPE organisait une grève des étudiants de la capitale, à laquelle participaient 90% des universités et des écoles. Parallèlement, le PRPE poursuit une ligne aventuriste. Il a formé une branche armée qui se livre à la guérilla urbaine et au terrorisme dans la capitale. Le PRPE a assassiné des dizaines de fonctionnaires et de partisans du gouvernement. Il semble que cette orientation ultra-gauche a commencé à provoquer son isolement de la population.

Le Derg a riposté aux campagnes du PRPE par une répression massive, faisant abattre dans la rue, dans les écoles ou chez eux, des centaines de militants supposés du PRPE. Le 1er mai 1977, le PRPE organisait simultanément quatre manifestations dans différents quartiers de la capitale. Elles furent toutes cernées par les troupes qui tirèrent dans le tas. Il est probable que 600 jeunes périrent dans ce seul massacre. Le régime utilise ce déploiement de forces contre le PRPE pour terroriser la population tout entière.

Depuis juillet 1977, cependant, le Derg s'attaque également au Me'ison. Il l'a accusé de vouloir s'emparer du pouvoir. De nombreux partisans du Me'ison ont été chassés des fonctions qu'ils occupaient dans l'administration civile. David Ottaway, correspondant du journal américain "Washington Post", écrivait le 8 octobre 1977 : "Le Mouvement socialiste panéthiopien vient de rejoindre les rangs de l'opposition. Deux cents de ses responsables sont passés dans la clandestinité, ont fui le pays, ont été capturés ou assassinés au cours des six dernières semaines." Des journalistes étrangers en poste à Addis-Abeba ont rapporté qu'on y entendait souvent le bruit des coups de feu qu'échangent dans les rues, partisans et adversaires du régime.

La question nationale

Les limites de la junte "révolutionnaire" éthiopienne sont encore plus évidentes dans le domaine de la question nationale. Un de ses premiers slogans fut "Ethiopia tikdem" : "Ethiopie d'abord". Elle vise à centraliser et à "moderniser" selon une option capitaliste l'empire multinational d'Hailé Sélassié, s'engageant à maintenir "l'unité sacrée" de l'Ethiopie par la force des armes si nécessaire.

Dans un pays qui est traditionnellement sous la coupe d'une nationalité dominante, les Amhariques, cette position est des plus réactionnaires. Elle se heurte à la revendication d'indépendance de l'Erythrée, qui fut une colonie de l'Ethiopie depuis le début des années 1950. Cela va à l'encontre des revendications des Somalis vivant sous la domination éthiopienne, de s'unir politiquement avec leurs frères de Somalie. De

plus, la junte dénie le droit à l'autodétermination des autres nationalités opprimées, y compris les Oromos (Gallas), les Afars et d'autres.

La politique du Derg s'oppose très nettement à celle qu'auraient suivie des socialistes révolutionnaires. Un réel Etat ouvrier aurait immédiatement pris des mesures afin de supprimer toutes les formes de discrimination contre les diverses nationalités, leur assurant les mêmes droits et leur reconnaissant le droit à l'autodétermination, y compris le droit à la sécession et à la formation d'un Etat indépendant si elles le désirent. Seule la protection et la garantie des droits nationaux des opprimés peut permettre aux socialistes de convaincre les différents peuples de la région du besoin d'une union volontaire et plus large. Toute politique sortant de ce cadre, et spécialement l'acharnement du Derg à maintenir les frontières présentes de l'Ethiopie par la force, ne peut qu'aboutir à accroître l'amertume et l'animosité des Erythréens, des Somalis, des Oromos, des Afars et des autres.

Le caractère explosif de la question nationale en Ethiopie est lié à la formation même de l'actuel Etat qui fut mis en place au travers d'une série de conquêtes militaires. Dans les deux dernières décennies du XIXe siècle, la dynastie en place à Addis-Abeba étendit son empire féodal en direction du sud et de l'est, annexant les Oromos et les Somalis.

En fait, le dirigeant amharique de cette époque, Menelik, coopérait avec les colonialistes britanniques et italiens en découpant les territoires peuplés de Somalis et en traçant des frontières d'Etat totalement arbitraires. Entre 1900 et 1904, les troupes éthiopiennes, en accord effectif avec les forces coloniales britanniques, combattirent une révolte dirigée par Mohamed ibn Abdullah Hassan dans le désert d'Ogaden. Ce dernier fut l'un des fondateurs du nationalisme somali.

La façon dont le Derg fait de Menelik un "héros" éthiopien traduit bien le fait qu'il se place dans cette tradition. Dans les régions conquises par Menelik et ses successeurs, la terre fut enlevée aux indigènes et distribuée aux seigneurs amhariques. Les paysans furent contraints de travailler la terre pour leur conquérant et oppresseur. Le fait que ces propriétaires terriens étaient le plus souvent des Amhariques distilla des éléments de nationalisme au sein des soulèvements qui commencèrent au début de l'année 1974.

(à suivre)

NOTES

- 1) Voir l'article de Tabor et Hana : "De la monarchie absolue au bonapartisme ?" dans "Inprecor" n° 3, nouvelle série, du 31 mars 1977.
- 2) Addis Hiwet : "Ethiopia : From Autocracy to Revolution" (Review of African Political Economy, Occasional Publication n°1, 1975-Londres), p. 107.
- 3) "Revolution in Eritrea" (Eritreans for Liberation in North America, 1975), p.11.
- 4) Pour une brève description des positions du Me'ison, se reporter à l'article de Tabor et Hana : "Vers la guerre civile" dans "Inprecor" n°7, nouvelle série, du 26 mars 1977.

Un conflit plus politique que frontalier

La victoire des luttes de libération a précipité l'éclatement des contradictions qui minaient déjà le Front révolutionnaire indochinois

Les affrontements armés entre le Vietnam et le Cambodge sont un fait monstrueux. Ce fait est aussi paradoxal. Car il n'y a pas d'autre exemple de processus révolutionnaire régional où la solidarité objective ait joué dans le succès du combat contre l'impérialisme et la bourgeoisie un rôle plus immédiat et profond qu'entre le Vietnam, le Laos et le Cambodge (Kampuchea). Et par deux fois, durant chacune des deux guerres d'Indochine, l'unité combattante des fronts de libération en lutte dans ces trois pays a été solennellement proclamée.

Mieux, les mouvements communistes vietnamien, laotien et cambodgien ont une même origine : le Parti communiste indochinois; il n'a été dissous - pour donner naissance à des partis communistes nationaux séparés - qu'en 1951. Rien de cela n'a empêché la frontière entre le Kampuchea et le Vietnam de s'embraser une nouvelle fois.

On ne peut comprendre comment un tel conflit fut possible, sans revenir sur l'histoire du mouvement ouvrier international de ces cinquante dernières années. Sans la victoire du stalinisme en URSS et la dégénérescence de la Troisième Internationale, sans l'abandon des traditions internationalistes et la montée des chauvinismes nationaux au sein du mouvement communiste mondial, sans l'acuité du conflit sino-soviétique et sa transformation en un conflit interbureaucratique entre Etats mené aux accents triomphants de l'idéologie du "socialisme dans un seul pays", jamais un différend frontalier mineur opposant deux régimes se réclamant du marxisme-léninisme n'aurait pu dégénérer en une confrontation militaire et politique très grave (voir la déclaration du Bureau du Secrétariat unifié de la IV^{ème} Internationale publiée dans "Inprecor-Intercontinental Press" du 20 janvier).

Un conflit politique

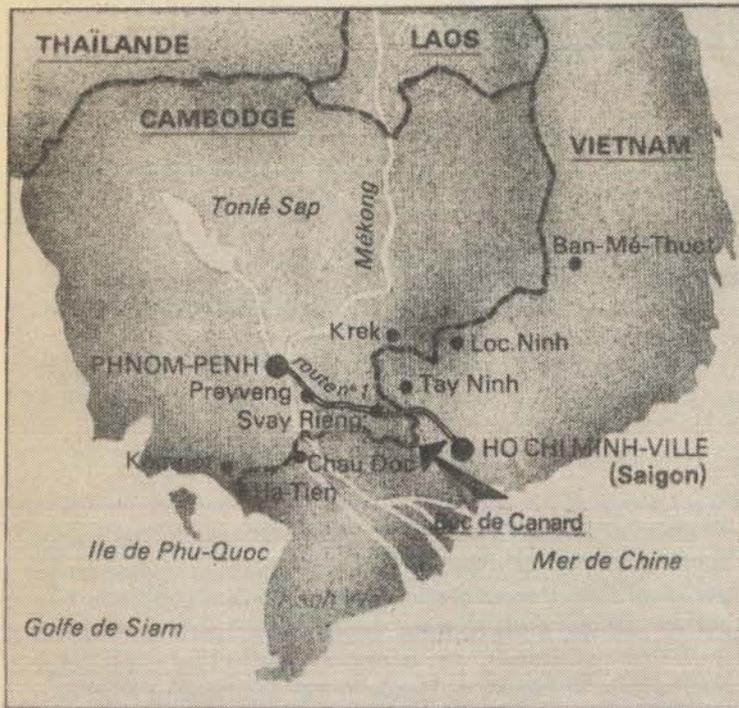
Le différend frontalier est mineur - si du moins l'on en croit les déclarations officielles des gouvernements vietnamien et cambodgien. Phnom Penh comme Hanoï se réclament des frontières définies durant la période coloniale et des accords signés en 1967 entre le Front national de libération du Sud-

Vietnam et le gouvernement du prince Sihanouk. Les cartes publiées de part et d'autre, pour autant qu'on puisse en juger, sont dans l'ensemble identiques. Le seul différend important concernerait le tracé exact de la frontière maritime : le Vietnam désirerait, par exemple, que la limite des eaux territoriales khmères, qui enserré très étroitement l'île de Pho Quoo soit éloignée des côtes, ce que Phnom Penh semble refuser. Mais en tout état de cause, le problème des frontières maritimes ne saurait expliquer à lui seul le type de conflit brutal qui oppose les deux Etats, vietnamien et cambodgien. Pour le comprendre, il faut en chercher les causes profondes.

Car il ne suffit pas d'expliquer comment un tel conflit a été rendu possible par l'évolution générale du mouvement ouvrier international et des régimes indochinois. Il faut aussi tenter d'expliquer pourquoi ce conflit a eu effectivement lieu, sous cette forme extrême et si rapidement après les victoires combinées de 1975. Cela est évidemment rendu difficile du fait du monopole total sur l'information exercé par les directions des PC au pouvoir au Vietnam et au Cambodge et l'usage de la diplomatie secrète par Hanoï et Phnom Penh.

La recherche de l'explication, reste donc parfois hypothétique et sujette à discussion. Elle n'en est pas moins possible, en tenant compte à la fois de la chronologie du conflit telle qu'elle se dégage d'une confrontation des déclarations de Phnom Penh et Hanoï, des orientations en vigueur au Vietnam et au Kampuchea, de la genèse du différend politique qui oppose les directions du PCV et du PCK, de l'incidence actuelle du conflit sino-soviétique dans la péninsule indochinoise.

Le conflit qui oppose les régimes vietnamien et cambodgien est politique avant d'être frontalier. Les déclarations des uns et des autres ne laissent aucun doute à ce sujet. Phnom Penh accuse essentiellement Hanoï de vouloir imposer par la violence une "fédération indochinoise" à sa dévotion. Le Parti communiste vietnamien nie avoir un tel projet de fédération, officiellement abandonné depuis la fin des années trente. Mais il affirme par contre qu'il en va de l'intérêt des



populations indochinoises que des "relations spéciales" soient maintenues entre Vietnam, Laos et Cambodge. Il dénonce le rôle joué par la direction du PCK, qui attiserait les "haines nationales", détruisant la tradition de solidarité forgée durant le combat commun contre l'impérialisme (1).

Le différend politique ne porte pas seulement sur la nature des relations régionales qui devaient succéder aux victoires de 1975. Il est beaucoup plus général. Les choix opérés en matière de politique intérieure sont bien souvent inverses, à Phnom Penh et Hanof. Pour les Vietnamiens, la ligne du PCK relève d'un "communisme infantile", d'un "ultra-chauvinisme", d'un "brutal égalitarisme paysan" (2). Pour les militants cambodgiens, par contre, celle de la direction du PCV revient à "mendier du riz aux impérialistes", voire à vendre la force de travail de ses ouvriers aux capitalistes étrangers : c'est-à-dire à renoncer "à une politique d'indépendance et de dignité nationale". Quant aux alliances internationales, elles ne s'opposent pas moins, Phnom Penh s'appuyant presque exclusivement sur Pékin avec qui Hanof est de plus en plus nettement en froid.

Dès septembre 1977, la direction cambodgienne identifiait le régime vietnamien, accusé de tentations annexionnistes, au régime hitlérien (3). Avec l'éclatement public du conflit entre les deux pays, le 31 décembre 1977, la direction vietnamienne sortait peu à peu de sa réserve officielle et finissait, le 20 janvier, par caractériser les "autorités" khmères de "réactionnaires" dans un éditorial du "Nhan Dan", le quotidien du parti.

Pour comprendre la violence du schisme vietnamo-cambodgien, il faut revenir sur la genèse de l'actuelle direction khmère. La dissolution de l'ancien Parti communiste indochinois, puis l'éclatement de ce qui fut connu comme le "front révolutionnaire indochinois", ont évidemment des causes profondes sur lesquelles il faudra revenir. Mais l'opposition frontale des directions vietnamienne et cambodgienne n'était pas inévitable comme en témoigne le contre-exemple vietnamo-laotien. Pol Pot, premier ministre du Kampuchea et secrétaire général du PCK, ne cache pas que la confrontation politique entre le PCV et le PCK remonte loin dans le temps. Il date, en effet, le premier différend important avec les Vietnamiens de l'année 1965, c'est-à-dire bien avant que les problèmes territoriaux ne soient directement à l'ordre du jour (4).

Les origines du schisme vietnamo-khmer

Le schisme politique débute avec le bilan que les uns et les autres tirent des Accords de Genève de 1954. Au Vietnam, au Laos et au Cambodge, le prix que les mouvements de libération doivent payer à cause de la politique de coexistence pacifique de la bureaucratie soviétique et chinoise est très lourd. La période qui suit les Accords de Genève et précède la reprise de la lutte armée au Sud-Vietnam (en 1959-1960) est caractérisée par de fortes tensions politiques et d'évidentes hésitations quant à la ligne à suivre dans les divers PC. Au Vietnam et au Laos, la continuité des directions et des organisations est maintenue. Au Cambodge, l'histoire du PCK est par contre marquée d'une double rupture politique et organisationnelle. Elle semble bien être à l'origine d'une régression nationaliste du communisme khmer sans équivalent dans les deux autres pays indochinois.

Tous les partis communistes de cette région ont combiné dans leur orientation des éléments importants hérités de leur formation stalinienne et les leçons qu'ils tiraient de leur lutte. Ce faisant ils se sont adaptés programmatiquement aux conditions spécifiques dans lesquelles ils ont dû agir plus de trente ans durant : celles de mouvements de libération nationale devant résister longtemps à l'intervention impérialiste en l'absence du soutien direct d'un mouvement ouvrier révolutionnaire dans les pays capitalistes développés. L'échec de la montée révolutionnaire en Europe occidentale dans l'entre-deux-guerres et la dégénérescence de la IIIe Internationale ont eu, dans la colonie indochinoise, des conséquences profondes. Un certain esprit internationaliste qui dominait, par exemple, l'action de front unique menée entre marxistes indépendants, militants trotskystes et membres du PCI dans le journal saïgonnais "La Lutte", ne renaitra jamais. Il est fort significatif, de ce point de vue, que l'une des rares questions sur lesquelles la direction du Parti communiste vietnamien ait accepté de rompre ouvertement avec sa propre orthodoxie est la question nationale. La thèse qui prévaut actuellement politiquement dans le PCV veut en effet que la nation vietnamienne soit le produit d'un long processus de formation qui remonte jusqu'à 4000 ans en arrière, c'est-à-dire à la préhistoire...

Tout aussi significative est la façon dont le passé vietnamien a été systématiquement valorisé — y compris la période des rois légendaires — dans une optique nationaliste. La

réaffirmation d'une identité historique et culturelle vietnamienne était évidemment indispensable et inévitable dans le développement du combat anticolonial et anti-impérialiste. La direction du PCV a aussi démontré qu'elle était capable de mettre, de même, en valeur, l'héritage culturel des populations minoritaires montagnardes.

La difficulté était objective : il fallait à la fois assumer le réveil d'une identité nationale vietnamienne niée par la colonisation et lutter contre l'idéologie nationaliste. Mais l'histoire telle qu'elle est aujourd'hui présentée au Vietnam est profondément empreinte de nationalisme ce qui, dans le contexte actuel, peut avoir de graves conséquences.

Mais sur ce terrain du nationalisme, l'évolution des communismes vietnamien et cambodgien diffère profondément. Pour répondre aux exigences de la lutte de libération nationale, face au poids de l'intervention impérialiste, la direction vietnamienne tendra à élargir continuellement son champ d'action politique dans l'arène internationale, ce qui explique pour une bonne part la spécificité de sa situation au sein du mouvement communiste mondial et de son orientation qui combine un "point de vue national" dominant avec une réelle préoccupation internationale. Par contre, la direction cambodgienne s'est engagée toujours plus avant dans un étroit repli nationaliste, une fois la rupture avec la tradition du communisme indochinois consommée.

C'est du moins ce qui ressort clairement de l'histoire du PCK telle qu'elle est décrite par Pol Pot dans son discours anniversaire du 30 septembre 1977. La plupart des dirigeants connus du PCK des années soixante et soixante dix se trouvaient au début des années cinquante en France, en contact avec le PCF, ou membres de ce parti. Pour eux, l'échec de Genève qui voit "s'évanouir" les "acquis révolutionnaires" de la résistance antifrançaise est lié à l'absence d'une "ligne juste" au sein du PCK. L'ancienne direction avait suivi "une ligne copiée sur les autres" (à savoir les Vietnamiens). Dorénavant, il faudra adopter une "position d'indépendance, de souveraineté", il faudra "compter sur ses propres forces".

Cette maxime acquiert un sens tout particulier au Cambodge. C'est en 1960 que l'équipe formée à Paris, de retour au pays, prend la direction du PCK. A partir de 1965, les frictions entre le parti khmer et son homologue vietnamien semblent s'être succédées. Il est impossible de juger, aujourd'hui, des positions défendues alors par les uns et les autres. Mais leur enjeu apparaît clairement : l'adoption ou non d'une stratégie commune. 1965, ce sont les débuts de l'escalade de l'agression impérialiste américaine sur le Laos et le Vietnam.

Si conflit il y a eu alors entre le PCV et le PCK, il a dû porter sur la constitution d'une nouvelle unité indochinoise. Quand, en 1967, la direction du PCK a jugé que la situation dans le pays était mûre pour engager la lutte armée généralisée, il est possible qu'un différend se soit fait jour quant à l'opportunité d'ouvrir un nouveau front en Indochine compte tenu de la position particulière du régime sihanoukiste.

Enfin, en 1972-1973, les "Khmers rouges" ont refusé d'harmoniser leur politique avec celle des Laotiens et des Vietnamiens orientée vers la signature des accords de Paris et de Vientiane. Ils ont alors reproché aux Vietnamiens de se compromettre avec l'ennemi au lieu de mener jusqu'au bout une lutte sans concessions. Dans ces conditions, le "Front révolutionnaire indochinois" semble bien s'être réduit, en ce qui concerne du moins le Cambodge et le Vietnam, à une alliance militaire conjoncturelle.

Le rejet de la tradition indochinoise du PCI est allé très loin. L'histoire officielle dorénavant représentée par le discours prononcé par Pol Pot pour le 17e anniversaire du PCK fait silence sur le rôle joué par les forces de libération vietnamiennes et laotiennes dans les succès de la résistance au Cambodge (et vice-versa). Elle fait même silence – si l'on excepte des allusions – à l'existence même du PCK avant 1960 et au rôle du PCI dans l'introduction du marxisme au Cambodge. Le contraste est ici total avec les déclarations en vigueur à Hanoï et à Vientiane où l'on ne manque jamais de rappeler la solidarité combattante d'hier et le passé commun des mouvements communistes.

Les choix du Cambodge et du Laos

On ne saurait, en l'absence de toute information sérieuse à ce sujet porter de jugement sur les différends apparus entre le PCV et le PCK en 1965, 1967, 1972-1973. Mais on ne saurait non plus sous-estimer la portée du profond repli nationaliste opéré par la direction cambodgienne.

Le Kampuchea et le Laos sont en effet tout deux caractérisés par l'arriération de leur développement économique et social. La classe ouvrière n'est que très faiblement présente, le prolétariat agricole est généralement d'origine vietnamienne, la crise agraire est tardive et plus limitée qu'au Vietnam. La possibilité de voir un processus de révolution permanente se dérouler dans ces deux pays découle donc largement de leur intégration à un processus révolutionnaire régional indochinois.

Dans ces conditions, la fermeture du pays sur lui-même au lendemain de la victoire ne pouvait qu'avoir de très graves conséquences. La direction s'interdisait en effet, au nom de l'indépendance nationale, de faire appel à l'aide internationale et de s'adresser au Vietnam et à son réseau d'alliances. Elle devait alors tenter de compenser la faiblesse de son implantation par une fuite en avant de sa politique intérieure.

C'est en fait en 1973 que l'adoption d'un nouveau cours aurait été décidée, contrastant avec la politique prudente qui avait prévalu auparavant dans le FUNK. Les "sihanoukhistes" sont isolés et un vaste mouvement coopératif est déclenché dans les campagnes.

Deux mois avant la prise du pouvoir, la décision est prise de vider Phnom Penh de l'entièreté de sa population une fois la victoire acquise. L'un des arguments essentiels qui pèsent dans la balance est la crainte de ne pouvoir contrôler la capitale cambodgienne. Dès avril 1975, un état de "communis-

me de guerre" paysan est décrété : suppression immédiate de l'argent, suppression du commerce au profit du troc et de la répartition administrative des biens, concentration de tous les efforts dans la production agricole et la production industrielle ou artisanale de première nécessité, organisation de vastes chantiers de travail mobiles pour assurer la réalisation des grands travaux hydrauliques, collectivisation forcée, etc. On doit tenir compte du fait qu'une campagne d'intoxication internationale s'est déroulée depuis 1975 à propos du Cambodge. Mais le coût humain et politique de cette orientation ne pouvait qu'être très élevé, surtout pour la population citadine envoyée sans préparation travailler à la campagne dans des conditions souvent très insalubres, sans médicaments, sans soins médicaux suffisants. Quant aux mesures de répression, elles furent certainement très lourdes et graves à la différence du Vietnam. Cette orientation semble avoir mis à rude épreuve l'unité de la direction khmère. Phnom Penh reconnaît aujourd'hui l'existence de plusieurs graves crises qu'elle présente comme le résultat de "complots" ourdis par les "agents" du PCV. On est actuellement sans nouvelle de la majorité des dirigeants connus de l'époque du FUNK et il est impossible de savoir ce qu'ils sont devenus.

L'orientation adoptée à Phnom Penh, au lendemain de la victoire, contrastait non seulement avec celle en vigueur au Vietnam mais aussi avec celle à l'œuvre au Laos. Dans ce dernier pays, notamment, le choix d'une "voie cambodgienne" était inconcevable : il est loin de bénéficier de la richesse agricole du Kampuchea qui profite de bonnes terres et d'un extraordinaire régulateur naturel des eaux : le lac Tonle Sap. A la différence du Cambodge, aussi, le Laos ne possède pas d'accès à la mer et dépend largement du bon vouloir de la Thaïlande pour ses approvisionnements tant que la route Laos-Vietnam n'est pas en état. Le nouveau gouvernement devait, enfin, faire face à une dangereuse dissidence d'une partie des tribus méos, armées par la CIA et soutenues par Bangkok.

La direction laotienne conçoit le développement du pays en association avec le Vietnam. Cette option semble avoir été renforcée après qu'aurait été découvert, en décembre 1976, un complot de droite visant à renverser le nouveau régime. Le ministre adjoint des Affaires étrangères lao, Khamphay Bouppha, insistait dans une interview sur l'importance renouvelée de la coopération entre les pays indochinois, affirmant même qu'elle était "encore plus nécessaire" une fois la victoire acquise que durant la lutte de libération (5).

Le 18 juillet 1977, un traité valable pour une période de 25 ans renouvelable était signé entre le Vietnam et le Laos. Il affirmait la nécessité de "développer la coopération socialiste dans tous les domaines" (6). Un accord de principe était de même signé pour délimiter le tracé frontalier entre les deux pays après deux ans de négociations apparemment difficiles. Des forces vietnamiennes participent conjointement aux forces laotiennes aux opérations contre les maquis de droite et contre les incursions de commandos venus de Thaïlande. Une aide en marchandises et en riz, ainsi qu'une

aide financière de 400 millions de dongs (environ 155 millions de dollars) a été accordée par le Vietnam au Laos. Cette aide financière servirait pour moitié à rémunérer de nombreux soldats et ouvriers vietnamiens envoyés au Laos pour participer à des travaux des Ponts et chaussées, rapporte le journaliste Nayan Chanda (7).

L'enjeu fédératif

Est-ce à dire que la coopération vietnamo-laotienne est exemplaire ? Non pas ! Le traité de 25 ans est important en ce qu'il souligne la nécessité vitale pour les populations indochinoises du renforcement de la solidarité et de la coopération régionale. Mais il met aussi en lumière les limites programmatiques que les directions vietnamienne et laotienne ne sauraient dépasser du fait de leurs origines historiques et du poids des déformations bureaucratiques dont elles sont tributaires. La perspective proprement fédérative est absente du "traité", comme de la "déclaration conjointe" vietnamo-laotienne, alors même que ces documents traitent des relations à long terme entre les deux pays. Il se contente d'insister sur le renforcement des rapports de coopération entre Etats nationaux souverains, sans jamais évoquer la nécessité de mettre en place une superstructure politique fédérative.



Des tonnes de riz ont été détruites par les troupes cambodgiennes. (Agence vietnamienne à Hanof).

Or, la constitution d'une fédération — à partir du moment évidemment où elle est librement voulue par les populations concernées — est irremplaçable à au moins trois titres. Elle seule permet l'élaboration d'un véritable plan économique commun assurant le développement prioritaire du pays socialement le plus arriéré en concentrant pour ce faire les ressources nécessaires. Elle seule fournit un cadre politique dans lequel les populations des deux grands pays peuvent décider conjointement des grandes orientations en matière de développement comme de politique étrangère. Elle seule permet de lutter durablement contre le réveil des nationalismes en donnant pour perspective le dépassement effectif des frontières nationales, souvent arbitraires par ailleurs.

La simple coopération entre États proprement indépendants ne saurait remplir ces tâches et ne peut jouer à long terme qu'en faveur de l'État le plus puissant. D'autre part, la mise en pratique de décisions supra-nationales sans constitution d'une fédération ne peut que renforcer le rôle substitutiste des partis au pouvoir par rapport aux masses, ne peut que renforcer le pouvoir de la bureaucratie face aux masses. C'est en cela que l'on peut affirmer que la prise en compte réelle des droits nationaux des populations minoritaires exige le dépérissement des États nationaux et que le combat pour un véritable internationalisme exige que soit indissociablement mené le combat pour la démocratie socialiste.

Or, compte tenu de leurs programmes, de leur histoire, de leur situation internationale et du caractère bureaucratique des régimes à la naissance desquels elles ont présidé, ni la direction vietnamienne, ni la direction laotienne ne peuvent avancer cette double perspective d'internationalisme et de démocratie socialiste.

Les données du conflit

Le conflit vietnamo-cambodgien agit donc comme un révélateur des problèmes auxquels la révolution indochinoise est aujourd'hui confrontée, moins de trois ans après les victoires combinées de 1975. Problèmes d'ordre différent : l'orientation et les programmes du PCV et du PPR laotien ainsi que le caractère bureaucratique des régimes laotien et vietnamien interdisent la mise en place d'une véritable fédération démocratique en Indochine ; le cours suivi par la direction cambodgienne explique pourquoi les tensions vietnamo-khmères ont brutalement dégénéré en une série d'affrontements armés contrastant violemment avec l'évolution des relations vietnamo-laotiennes (qu'il ne faudrait pourtant pas croire toujours faciles).

La comparaison des déclarations vietnamiennes et cambodgiennes et l'analyse des événements qui se sont déroulés d'avril 1975 au début de l'année 1978 permettent de tirer trois conclusions, au moins à titre hypothétique.

Tout d'abord, l'initiative de l'escalade – militaire et polémique – du conflit entre le Vietnam et le Kampuchea semble bien revenir dans la majeure partie des cas à Phnom Penh. Cela est particulièrement net en mai-juin 1975 et fin 1977.

On peut tenter de comprendre pourquoi. L'exacerbation du nationalisme comme ciment idéologique du régime est le pendant indispensable de la politique de fuite en avant que représentent les mesures "radicales" mises en pratique dans la foulée de la prise du pouvoir. Dans ce contexte, les frictions frontalières ne pouvaient que se multiplier et s'envenimer, ne serait-ce qu'à cause du flot de réfugiés cambodgiens qui se seraient enfui au Vietnam. La frontière vietnamo-khmère est une zone d'autant plus sensible que sur les Hauts-plateaux vietnamiens, on signale l'existence d'une importante poche de dissidence où des éléments de l'ancienne armée fantôme tiendraient le maquis – dont peut-être des éléments Khmer Krom (Khmers de Cochinchine).



Sept enfants vietnamiens massacrés par les soldats cambodgiens le 30 avril 1977 (Agence vietnamienne à Hanoï)

La direction nationale du PCK a traversé, entre 1975 et 1977, plusieurs crises graves. Il est probable que certaines zones frontalières, là où la présence directe des troupes vietnamiennes avait été durant la guerre la plus durable, formaient des bastions d'opposition. Compte tenu des mesures de répression sociale prises par le PCK, on comprend qu'un appel à la mobilisation nationale contre "l'ennemi extérieur" ait pu lui être utile. Enfin, en réveillant les vieilles haines nationales historiques qui ont si longtemps déchiré l'Indochine, le conflit vietnamo-khmer ne pouvait que tendre à pourrir.

Pour Hanoï, par contre, on voit mal comment la montée des tensions aux frontières pouvait être souhaitable. Il est certain que le PCV appelle de ses vœux un changement de direction au Kampuchea. Il est aussi vrai que le soutien accordé par Hanoï à l'intervention soviétique en Tchécoslovaquie – à partir d'arguments proches de ceux des Cubains – constitue un précédent politique très grave. Il prouve en effet que la direction vietnamienne pourrait considérer un jour que l'ultime "solution" envisageable à ses yeux pourrait être la "solution" militaire. C'est pourquoi il faut réaffirmer qu'il n'y a pas de solution militaire acceptable ni en ce qui concerne le différend frontalier, ni en ce qui concerne le conflit politique qui opposent les régimes de Hanoï et de Phnom Penh.

Mais l'analyse de l'orientation adoptée au Vietnam au lendemain de la victoire rend fort peu crédible l'idée selon laquelle Hanoï aurait pris l'initiative de l'escalade du conflit. L'état de demie guerre actuel met en effet en cause la réalisation d'objectifs pressants sur le plan économique (telle la mise en valeur des zones agricoles en friche de l'ouest cochinchinois), financier (la recherche de prêts et d'investissements internationaux), politiques (Hanoï tâchant d'éviter la dégradation de ses relations avec Pékin), diplomatiques (tout particulièrement l'effort de normalisation de ses rapports avec les pays d'Asie du Sud-est). La direction vietna-

mienne, enfin, devait probablement attendre que le mûrissement des contradictions internes au Cambodge impose un jour ou l'autre un changement d'orientation – voire de direction – à Phnom Penh.

On voit donc mal pourquoi Hanoï se serait lancé dès 1975 dans une politique de provocations militaires vis-à-vis du Kampuchea. Par contre, ce qui est certain, c'est que confirmée au pourrissement du conflit frontalier et à la tension politique croissante avec le régime cambodgien, la direction vietnamienne a riposté par une combinaison de mesures de rétorsion, d'appels aux négociations secrètes, de pressions par "gouvernements amis" interposés. C'est-à-dire dans le strict cadre de la diplomatie secrète et du monopole étroit de l'information concentré dans les mains du BP du PCV. Ce qui souligne une nouvelle fois les conséquences dramatiques de l'absence de programme proprement internationaliste et de régime de démocratie ouvrière au Vietnam, l'usage de la diplomatie secrète ayant certainement facilité, ici, le pourrissement du différend avec le Kampuchea.

Le rôle de la Chine, enfin, apparaît particulièrement net. Depuis quelques années, l'Asie du Sud-est est devenue aux yeux de Pékin, l'une des zones de confrontation majeure avec le "social-impérialisme soviétique". On a vu lors de l'occupation militaire en 1975 des îles Paracels, que la direction chinoise ne prend pas beaucoup de gants dans ses rapports avec le "parti frère" vietnamien. Depuis, le PCV doit lui apparaître comme particulièrement dangereux. Non seulement la direction vietnamienne s'est refusée à condamner Moscou, mais l'URSS s'affiche comme l'allié principal, de Hanoï dans l'arène internationale. Que Pékin souhaite affaiblir autant que faire se peut le régime vietnamien, n'est plus un mystère. On comprend alors pourquoi la direction chinoise a accordé l'indispensable couverture politique à Phnom Penh, bien que l'orientation intérieure de la direction cambodgienne soit particulièrement hétérodoxe au vu de la ligne actuelle du PCC.

Ce soutien chinois s'est manifesté avec éclat en septembre 1977, à l'occasion de la visite triomphale de Pol Pot à Pékin. Or, c'est à ce moment que le conflit frontalier vietnamo-khmer a brusquement pris une dimension aiguë et que la direction cambodgienne a commencé à assimiler de façon transparente le régime de Hanoï à celui de Hitler. L'appui chinois s'est à nouveau manifesté au moment du pourrissement définitif du conflit, dans les premiers jours de janvier, avant de s'afficher spectaculairement lors de la visite de Madame Teng Ying-chao, veuve de Chou En-lai et vice-présidente de l'Assemblée nationale chinoise, en janvier, à Phnom Penh.

La victoire des luttes de libération, en avril 1975, a donc précipité l'explosion de contradictions qui minaient le défunt Front révolutionnaire indochinois. Les conséquences du pourrissement du conflit khméro-vietnamien sont graves. Phnom Penh semble avoir voulu, en dénonçant publiquement "l'in-

vasion" vietnamienne le 31 décembre, interdire définitivement à toute opposition interne de s'exprimer puisqu'elle est d'emblée qualifiée de pro-Hanoï, faire apparaître de façon spectaculaire le soutien chinois et créer une situation qui interdise tout retour en arrière et toute adoption d'une ligne "modérée" au Kampuchea.

A Hanoï, on semble de plus en plus convaincu qu'il ne saurait y avoir de solution au différend frontalier sans une négociation politique globale qui implique qu'un changement d'orientation s'opère à Phnom Penh. Le conflit sino-vietnamien vient de connaître une brutale aggravation. Le danger est réel de voir le conflit vietnamo-khmer rebondir et s'aggraver encore.

Tout doit être fait pour qu'une solution négociée – et négociée publiquement – soit apportée à ce conflit frontalier et que l'usage des armes soit banni. Plus généralement, il importe de réaffirmer que l'intérêt des peuples vietnamien, cambodgien et laotien exige la formation d'une fédération démocratique entre ces trois pays. Mais cette fédération ne peut voir le jour que grâce à une adhésion volontaire des populations concernées, adhésion qui réclame l'abandon du monopole politique total exercé par chaque direction des PC indochinois dans son pays : les problèmes politiques de fond qui séparent aujourd'hui les directions vietnamienne et cambodgienne doivent être exposés et débattus publiquement et librement.

NOTES

1) Sauf indications spéciales, les citations sont tirées des documents diffusés par les services vietnamiens et cambodgiens.

2) Voir à ce sujet l'article de Nayan Chanda dans la "Far Eastern Economic Review" du 13 janvier 1978.

3) Dans le discours prononcé par Pol Pot le 30 septembre pour le 17e anniversaire de la fondation du PCK. (Voir texte en français, p.61). Cette accusation a été réaffirmée – explicitement cette fois – dans la déclaration gouvernementale du 31 décembre.

4) Dans son discours du 30 septembre.

5) Dans la "Far Eastern Economic Review" du 26 août 1977.

6) Les textes de la déclaration Vietnam-Laos et du traité sont publiés dans le numéro de septembre 1977 du "Bulletin du Vietnam".

7) Dans la "Far Eastern Economic Review" du 23 décembre 1977.